

Un texte d'Action Directe

« Une tâche révolutionnaire, le combat international »

(Lire pages 3 et 4)

# L'Internationale

10 F • Mensuel

• N° 4 • Février 1984



Confédération Générale du Travail



# GUERRE A LA GUERRE !

## Dans les Balkans, LA GUERRE EST DÉCLARÉE !

Monténégrins, Serbes, Bulgares et Turcs commencent à s'entr'égorger.

Ainsi, l'Europe, sortant de la crise que fit naître la France capitaliste et financière, par son abominable agression contre le Maroc, voit surgir dans le présent conflit les redoutables possibilités d'une conflagration guerrière, dressant les uns contre les autres les puissances européennes.

Les désirs d'expansion territoriale de l'Autriche et de la Russie, la recherche de débouchés nouveaux pour certaines autres nations, s'ajoutant aux convoitises des groupes financiers et industriels, mettent en péril la paix du monde.

Les excitations cléricales, les haines de race font de cette guerre, non pas seulement une vaste flibusterie capitaliste, mais une fanatique croisade. Dans la complexité des intérêts engagés, dans le caractère implacable de cette guerre, peu de place est laissée aux espérances de la localiser, espérances avec lesquelles la presse bourgeoise tente d'apaiser les inquiétudes populaires. En effet, à ce jour, les puissances n'ont pas su ou pas voulu empêcher la guerre. Pourquoi ? Parce que l'opinion publique est restée indifférente. Les puissances voudront-elles, aujourd'hui, localiser le conflit, en limiter la durée ? Oui, si l'opinion publique, enfin éclairée, veut et sait intervenir.

Si tous les partisans sincères de la paix entre les peuples ne se montrent pas vigilants, si aucune protestation n'est organisée, ils risquent de voir les événements se précipiter et de se trouver désemparés. Quant aux travailleurs, leur haine de la guerre s'est trop souvent affirmée. Pour les uns comme pour les autres, c'est notre devoir et c'est notre intérêt à tous de lutter.

Dans l'opposition nécessaire aux desseins criminels des gouvernements capitalistes, la C. G. T. veut dresser les peuples dans une volonté unanime de paix. C'est là une tâche immense que la C. G. T. s'engage à accomplir par la résolution de son Congrès de Marseille, qui dit :

Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale :

**Les travailleurs n'ont pas de patrie !** Qu'en conséquence toute guerre est un moyen sanglant et terrible de division internationale de la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de division internationale de la classe ouvrière.

Le Congrès déclare qu'en cas de guerre entre les puissances, les travailleurs doivent déclencher une déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.

### Dans ce numéro

2. Un front mondial contre l'impérialisme
3. Un document d'Action Directe « Une tâche révolutionnaire, le combat international »
5. A propos de l'« amnistie » pour les prisonniers politiques italiens et des soi-disant « solutions politiques »
7. DOSSIER PEROU
12. Lutter pour le regroupement des prisonniers de la guérilla et de la résistance en RFA
15. Antilles Philippines
16. La « troisième voie », une même logique belliqueuse

# Un front mondial contre l'impérialisme

## « Tracer une ligne de démarcation entre l'impérialisme et la révolution »

**A**ujourd'hui, nous avons attaqué, à Bad Ems, l'Ecole des services de renseignements de l'Armée fédérale allemande. Cette école d'espionnage forme des agents militaires de renseignements pour :

- espionner la population ;
- surveiller les barrages et les manifestations aux abords des installations militaires ;
- espionner les objecteurs de conscience ;
- contrôler la loyauté des soldats envers l'Etat ;
- espionner de l'intérieur le bloc de l'Est et les pays du tiers monde.

Les disciplines enseignées sont par exemple : les « techniques d'interrogatoires » (torture pour l'obtention de déclaration), les techniques d'écoutes et d'observation.

C'est là que sont formés tous les agents du MAD (service de contre-

espionnage allemand) qui ensuite sont engagés en tant qu'officiers de liaison (secret) dans les forces armées (terre, marine, air) et dans les différents secteurs de défense de la RFA, ou tout simplement employés en tant qu'agents de renseignement au sein du contingent. D'autre part, tous les attachés militaires qui sont envoyés comme espions légaux dans les ambassades y sont formés. Dans la structure de l'organisation militaire de l'armée fédérale, l'école, ainsi que l'Office pour la Sécurité de l'armée fédérale de Cologne (service de commandement du MAD), est subordonnée au service de renseignement militaire du Grand Etat-Major des forces armées à Bonn, qui est lui-même directement subordonné au Ministère de la Défense.

Aucune limite n'est fixée au travail en commun des services de renseignements MAD, BND, BFV (DST allemande) et BKA, sur le plan personnel comme par le système d'ordinateurs, tout autant qu'avec les services de renseignements étrangers, CIA ou Mossad. Les principes de leurs saloperies sont établis au plus haut niveau de l'OTAN. C'est pour cela que, par exemple, les chefs des services de renseignements militaires des différentes nationalités se rencontrent régulièrement au Quartier-Général de l'OTAN.

Cette action constitue notre apport à la semaine pour la paix. Nous pensons que la paix ne doit pas seulement vouloir dire empêcher le stationnement des missiles, car les Pershings II ne sont qu'une partie — il est vrai centrale — de leurs préparatifs de guerre. Mais sans Pershings et Cruise, de nombreuses guerres ont été menées depuis 1945 en soi-disant période de paix. Des centaines de milliers d'êtres humains ont été tués, du Vietnam au Salvador, par des bombes au napalm ou à fragmentation, ou aussi, comme au Chili et en Turquie, assassinés par la torture, exécutés par les armes.

La guerre ne s'est pas terminée en 1945. Nous devons combattre pour obtenir la fin de la domination impérialiste. Vouloir sérieusement la paix veut dire vouloir mondialement la fin de la domination impérialiste, ce qui signifie combattre pour la révolution.

Nous avons choisi cette installation de l'armée fédérale non seulement parce que nous trouvons juste d'intervenir contre leurs obscures machinations, mais aussi parce qu'en désignant uniquement les USA comme ennemi principal, le rôle de la RFA comme centre de pouvoir impérialiste est occulté.

Les dirigeants ici ont les mêmes intérêts déterminés par le profit et le pouvoir, leurs canons sont dirigés vers l'Est, le Sud et contre nous.

C'est pour cela que nous voulons tracer une ligne de démarcation bien nette avec l'Etat impérialiste de l'OTAN, la RFA.

Réunissons-nous dans le combat pour la libération de l'humanité.  
Guerre à la guerre impérialiste.  
Force et continuité pour nos prisonniers(ères) dans le combat pour le regroupement.



Kuwesi Balagoon

## Répression contre des combattants noirs aux USA

Un nouveau prisonnier de guerre noir, Kuwesi Balagoon, et deux militants anti-impérialistes des « Freedom Fighters », Judy Clark et David Gilbert, ont été condamnés à des peines de prison allant de 25 ans à la perpétuité. Ils étaient accusés de participation à l'action d'expropriation d'un camion de la Brinks le 10 octobre 1981 (voir le dossier du numéro 2 de *L'Internationale* consacré à la lutte des Noirs américains, à leurs organisations, la Black Liberation Army entre autres, aux actions, en particulier celle menée par des militants anti-impérialistes blancs et des combattants noirs contre la Brinks).

Dans sa déclaration finale, David Gilbert a dit : « Les gouvernants, les riches et leurs mercenaires sont les seules personnes ayant de la valeur aux yeux de cette cour. Mais, nous affirmons que s'ils nous condamnent ou nous abattent à l'aube, demain, cela ne sauvera pas ce système social... Les rituels légaux n'ont pas d'effet sur le processus historique de la lutte armée des nations opprimées. »

Dans un autre procès fédéral, Sekon Odinga, membre des « Freedom Fighters », et Silvia Baraldini, militante anti-impérialiste, ont été inculpés pour conspiration et racket caractérisés (voir aussi le dossier du numéro 2). Edward Joseph et Cecil Ferguson ont été inculpés pour complicité, Bilal Sunni-Ali et Iliana Robinson acquittés.

## « Combattre la junte fasciste de l'Otan en Turquie »

Dans la nuit du 4 au 5 novembre, nous avons déposé une bombe contre le trust de l'électronique SEL, une filiale à pratiquement 100 % de la multinationale américaine ITT. C'est l'un des plus gros trusts de guerre allemand. Il produit entre autres des éléments électroniques pour les blindés Leopard I livrés à la Turquie et pour les avions Awacs. La RFA est, après les USA, l'organisateur le plus important de la junte, de même que de la lutte contre le mouvement révolutionnaire turc par les interdictions et les extraditions. La caricature d'élections organisée le 6 novembre est un projet de plus de la chaîne des Etats américains pour consolider le fascisme ouvert régnant en Turquie et pour supprimer l'isolement de la junte en Turquie et en Europe de l'Ouest. Les partis engagés dans les élections sont tous des marionnettes de la junte. Les militaires ne vont pas abandonner comme cela une once de pouvoir.

Les élections sont seulement là pour masquer la volonté d'imposer la stratégie de l'OTAN et l'espoir vain de pouvoir changer l'histoire et de résoudre la crise par la militarisation mondiale et la résolution militaire des conflits de classe.

Guerre à la guerre impérialiste.  
Solidarité avec les révolutionnaires turcs en Turquie et en Europe de l'Ouest.  
Combattre avec les révolutionnaires turcs.

## Des camarades condamnés à mort au Japon

Début 1975, quatre membres du Front Armé contre l'Impérialisme Japonais en Asie de l'Est, ont été arrêtés au Japon. Ils ont été condamnés en 1979. Daidoji Masahi et Kataoka Toshiaki ont été condamnés à mort, Kurukawa Yoshimasa à la prison à vie, et Arai Mariko à huit ans de prison.

Fin octobre 1983, ces condamnations ont été confirmées. Pour la première fois donc depuis 1945, selon le comité de soutien à ces prisonniers, il existe un risque réel de voir une sentence de mort exécutée contre un prisonnier politique.

Le groupe auquel appartenait les quatre prisonniers est accusé de nombreux attentats contre des monuments aux morts tout d'abord, puis des attentats contre des filiales et sièges sociaux de trusts japonais (dont Mitsubishi) ainsi que d'avoir préparé un attentat contre l'Empereur Hiro Hito. L'action contre Mitsubishi, ayant causé des morts d'hommes, le groupe a remis en cause son action et l'un des prisonniers s'est distancié de la lutte qu'il avait choisie.

Le comité de soutien explique ainsi l'action du groupe : « L'impérialisme japonais pénètre de nombreux pays d'Asie et les a colonisés. Depuis des temps immémoriaux et jusqu'à aujourd'hui, il pille les peuples autochtones et organise leur massacre. Le peuple de Ainu (minorité du Nord du Japon), la population de Okinawa (au sud) les peuples de Corée, de Formose, le peuple chinois et d'autres peuples de l'Asie du Sud-Est ont répondu à ce génocide impérialiste par l'organisation de combats armés contre l'agression japonaise et aujourd'hui contre l'agression néocolonialiste de l'impérialisme japonais. » C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'action de ces militants.

## L'Internationale

- 6, rue de la Reine Blanche. 75013 Paris.
- Tél. : 337.63.52.
- Directeur de la publication : Laurent Louessard.
- Commission paritaire : 65607.
- Imprimerie Rotoffset (Meaux).

Abonnement (10 numéros) : 75 F  
Abonnement de soutien : à partir de 300 F  
Chèque ou mandat à l'ordre de « L'Internationale ».



Abonnez-vous à l'Internationale  
10 numéros : 75 F  
Abonnement de soutien : 300 F et plus...

nom .....  
adresse .....  
abonnement .....

L'Internationale est dans les Kiosques

## Un texte d'Action Directe

# « Une tâche révolutionnaire, le combat international »

**L'Internationale a décidé de publier cette contribution au débat des révolutionnaires dans les métropoles. Nous donnons ainsi la parole à un groupe que l'on voudrait faire taire et sur lequel circulent beaucoup d'idées fausses. Nous le publions au même titre que les textes d'autres organisations des métropoles, telles que les Cellules Révolutionnaires, l'ETA, la RAF ou les Brigades Rouges pour la construction du P.C.C.**

Chers camarades,

Voici un texte de notre organisation. Nous souhaiterions que, malgré des différences possibles au niveau de l'analyse, vous lui donniez la place qu'il mérite en tant que contribution au débat sur l'unification des forces révolutionnaires en Europe, appelant critiques et discussions larges.

Vous y trouverez aussi une analyse de votre projet.

**I**l s'agit aujourd'hui de concevoir l'Europe occidentale comme un territoire homogène où la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire est possible. Cela signifie considérer le prolétariat de la métropole comme une classe unique, répartie sur des territoires différents, mais qui ont des caractéristiques fondamentalement semblables.

Concrètement, nous ne considérons pas la recomposition de l'ensemble des prolétaires européens en une fraction prolétaire unique comme une chose acquise. Mais, le terrain stratégique que nous choisissons dans la phase actuelle est celui de la construction de l'organisation internationale du prolétariat d'Europe de l'Ouest. Et nous cherchons à généraliser dans cette stratégie les particularités et les spécificités des différents réalités des divers prolétariats nationaux.

Considérer le prolétariat d'Europe de l'Ouest comme une réalité unique veut dire rendre dynamique ce que le Capital Multinational rend statique par la division formelle de l'Europe en divers Etats nationaux. Alors que ce même territoire n'est, pour le Capital Multinational, qu'un espace stratégique avancé de marché et de production.

Il est le centre des conflits économiques et de pouvoir de toutes les multinationales mondiales (américaines, japonaises, allemandes, anglaises, françaises, italiennes). Et les gouvernements des différents Etats nationaux constituent de plus en plus les simples paravents des luttes internes au Capital Multinational, chacun d'entre eux constituant un terrain où coexistent et s'affrontent les intérêts des multinationales.

En Europe, si le Capital Multinational se présente divisé, au niveau du pouvoir et des rapports internes à chaque Etat, dans son rapport avec la classe, il n'en a pas moins un comportement unitaire dans l'exploitation et la répression du prolétariat.

L'Europe de l'Ouest, tant comme marché qu'au niveau de la production, constitue un territoire unique sur lequel le Capital Multinational projette; programme, réalise et impose sa logique de profit.

Toutes les structures de production et de marché d'Europe de l'Ouest sont en fait multinationalisées. Ce qui permet au Capital Multinational de jouer sur les divisions nationales du prolétariat, tant en termes d'exploitation que de répression. Et cela afin de gérer les conflits de classe qui explosent sur un territoire donné de façon spécifiquement régionale, en évitant ainsi la diffusion des conflits à l'échelle européenne.

Cette division du prolétariat européen permet au Capital Multinational d'intervenir avec le maximum de brutalité dans les territoires où l'intensité de la contradiction de classe empêche toute médiation. Dans le même temps, celui-ci peut maintenir dans les autres territoires d'amples rapports de médiation et de liberté formelle.

La régionalisation et la circonscription des conflits de classe dans un territoire défini laissent intactes les possibilités de pacification et de médiation dans les autres.

Au cours des trente dernières années, les crises cycliques qui sont intervenues dans toute l'Europe ont été résolues et dispatchées, à des moments et avec des moyens différents, sur l'ensemble des territoires, évitant ainsi la généralisation des conflits de classe que produisaient ces crises. Elles ont été le résultat d'un même cycle de restructuration qui a investi l'ensemble de l'Europe et a frappé les différents territoires nationaux, à commencer par les territoires les plus avancés, la France, la RFA et la Grande-Bretagne, suivis ensuite par l'Espagne, moins développée.

Ce processus a touché non seulement la structure productive, mais aussi la structure sociale et urbaine. Il a vu se développer une véritable métropolisation des territoires. Ce qui se traduit par le fait que le contrôle, la médiation, la décomposition et la différenciation du prolétariat se développent d'abord dans les secteurs nationaux les plus « avancés », pour être ensuite systématisés dans les autres secteurs présentant ces caractéristiques. Cette systématisation fut générale, rapide et efficace.

Le discours conceptuel fut rapidement stratifié, parcellisé et redéfini selon les multiples changements qui intervenaient dans le cycle de crise du Capital Multinational. Il fut aussi marqué par le développement de la concurrence économique et de pouvoir en son propre sein.

L'homogénéisation de l'Europe de l'Ouest est déterminée tant par le niveau actuel de développement et de crise du Capital Multinational mondial que par la phase actuelle de tendance à la guerre.

Dans toute l'Europe, le cycle crise - restructuration - crise se développe simultanément. L'équilibre entre les territoires pacifiés et ceux qui le sont moins tend donc à se rompre, la crise et la tendance à la guerre contraignant de plus en plus le Capital à se situer dans un même rapport avec l'ensemble du prolétariat. Il doit alors rompre avec sa tactique de médiation pour imposer par la violence les restrictions économiques, un accroissement de l'exploitation et de la logique de guerre impérialiste.

La restructuration de la production (dans l'automobile, la chimie, dans le secteur énergétique) et la logique de

guerre impérialiste prennent alors une dimension concrète immédiate : les licenciements massifs, la réduction généralisée des dépenses sociales et publiques au profit des dépenses militaires, l'installation des missiles nucléaires, la création de la Task force et le renforcement de la mission historique de l'Otan, afin de faire face aux éventualités que suscite cette tendance.

Apparaît alors pour le prolétariat métropolitain européen, une seule et unique réalité : celle de l'exploitation et de la répression brutale pour satisfaire les exigences que la crise impose au Capital Multinational. La réalité d'être condamné à devenir la « chair à canon » des prochains conflits, et en attendant, la « chair à profit » de l'impérialisme, en Afrique, au Moyen-Orient, etc.

Travailler à la recomposition révolutionnaire du prolétariat en Europe ne suffit donc pas. Mais cela devient possible. Parce que tout ce que nous construisons aujourd'hui, au sein de cette stratégie, comme développement, même minimal, de la conscience révolutionnaire par rapport à la crise et à la tendance à la guerre, avec toutes les conséquences possibles de l'ensemble des contradictions de classe, tout ce que nous construisons donc, même à une échelle minimale, se développera et se multipliera demain, œuvrant ainsi à la construction de l'organisation de masse du prolétariat européen.

Travailler à une stratégie de libération communiste du prolétariat signifie regarder le présent avec le regard du futur, parce que la fonction historique des communistes, en tant que fraction et avant-garde organisée du prolétariat, est de comprendre le mouvement du Capital dans son ensemble, en lui permettant ainsi de détruire et de désarticuler ses projets d'exploitation et de mort, et de comprendre le mouvement de la classe, afin de déterminer, dans un rapport dialectique avec elle, le développement de la conscience révolutionnaire du prolétariat.

Dans la phase actuelle de crise générale du Capital et de la tendance à la guerre, tout ceci impose de travailler à construire l'organisation internationale du prolétariat d'Europe de l'Ouest. Cela signifie concrètement travailler, dans chaque territoire, en partant de sa spécificité et de ses particularités, à favoriser le développement de la conscience prolétaire en termes internationaux.

Pour recomposer le prolétariat comme classe révolutionnaire, il faut favoriser la meilleure circulation des expériences de lutte prolétariennes et de l'expérience des organisations révolutionnaires, en rompant ainsi avec la différenciation entre territoires plus ou moins pacifiés, et cela afin de propager la conscience révolutionnaire dans l'ensemble du prolétariat.

Il est actuellement nécessaire de travailler dans les mouvements de masse qu'exprime ce prolétariat. Ces mouvements sont aujourd'hui extrêmement contradictoires parce qu'ils sont, soit des mouvements partiels et spécifiques (territoriaux, liés à la réalité d'un territoire) contre les restructurations, les licenciements, la réduction des dépenses sociales, soit des mouvements généraux contre la guerre et la politique impérialistes qui ne réussissent

pas à dépasser le discours défensif ou strictement pacifiste. Là présence massive de la gauche institutionnelle dans ces mouvements tend pour l'heure à leur insuffler une ligne politique réformiste et révisionniste qui bloque toute perspective de développement de la conscience révolutionnaire.

Mais il y a, objectivement, dans la phase actuelle, une incapacité politique des révisionnistes et des réformistes à offrir des débouchés crédibles au mouvement des prolétaires. Avec la tendance à la guerre et le développement de la crise, toutes les potentialités de médiation sont rompues. A toute lutte ouvrière contre la restructuration et les licenciements, le Capital répond par de nouvelles restructurations et de nouveaux licenciements. Les partis « de gauche » et les syndicats se démasquent de plus en plus comme la représentation politique des multinationales au sein de la classe. A chaque manifestation contre la guerre, le Capital répond par l'implantation de nouveaux silos de missiles, par l'augmentation des dépenses militaires et par la préparation pratique à la guerre. Les gouvernements sociaux-démocrates se dévoilent de plus en plus clairement comme des gouvernements bellicistes à la solde de l'impérialisme multinational.

Les mouvements des masses prolétaires expriment actuellement de grandes contradictions, mais aussi de grandes potentialités. Il faut avoir présent à l'esprit que ces mouvements naissent d'un prolétariat décomposé, différencié, parcellisé. Les restructurations, l'informatisation sociale, la militarisation et la répression ont détruit sa mémoire historique révolutionnaire, telle qu'elle existait dans les années soixante et soixante-dix, alors que se développaient les luttes de la classe et des nouvelles générations prolétaires.

Ce n'est pas par hasard que nous parlons de prolétariat métropolitain. Car il se caractérise de manière contradictoire, à la fois par son haut degré de décomposition et par un haut niveau d'antagonisme social et de refus du mode de vie capitaliste.

Nous disons donc que ces mouvements de masse sont à la recherche de débouchés de libération et de réalisation de leur propre richesse sociale. Mais cela ne peut passer que par la destruction du capitalisme et la construction d'un parcours de libération communiste.

Ces mouvements sont des terrains concrets de travail pour tous les mouvements révolutionnaires européens. Cela veut dire travailler à la démythification du discours révisionniste et réformiste, à la propagande constante dans ces mouvements autour des tactiques et des stratégies du mouvement révolutionnaire, de ses contenus, de ses instruments, de ses pratiques, à la construction de structures organisées d'information, de débat, de développement de la conscience de masse révolutionnaire, à la destruction de toutes les déterminations matérielles de la domination du Capital qui empêchent le libre développement du mouvement et à la destruction de toutes celles qui favorisent l'exploitation et la guerre.

Le mouvement révolutionnaire dispose de réels instruments pour

développer son activité, tels que l'analyse marxiste pour comprendre la réalité, la politique révolutionnaire comme pratique pour la construction des organisations de masse et la lutte armée comme instrument de destruction matérielle du Capital.

Ce sont ces trois instruments stratégiques qui, dans leur rapport dialectique, développent réellement la dynamique construction/destruction. Construction de la libération communiste/destruction du Capital. La méthodologie marxiste sans la politique révolutionnaire et la lutte armée dégénère en théorisation statique de la réalité. La politique révolutionnaire sans les deux autres éléments s'abstrait du réel, tandis que la lutte armée seule sombre dans l'impasse militariste.

Pour toutes ces raisons, seul un rapport dialectique entre tous les instruments historiques de la lutte révolutionnaire permet la réalisation et la concrétisation des contenus de la libération communiste et de l'émancipation du prolétariat.

Et cela pour construire un système social basé sur le libre-développement de l'individu. Notre identité de communistes révolutionnaires est basée sur un rapport symbiotique et dialectique entre le contenu de libération et les instruments historiques nécessaire à sa réalisation. Dans la phase actuelle, l'identité communiste révolutionnaire retrouve d'énormes possibilités de développement concret dans le rapport dialectique entre organisation communiste révolutionnaire et mouvement de masse prolétarien, à l'intérieur de la stratégie de construction de l'organisation du prolétariat d'Europe de l'Ouest.

Le développement d'un parcours unitaire incluant les différentes expériences des organisations révolutionnaires d'Europe de l'Ouest pour la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire constitue un premier pas vers la recomposition du prolétariat européen. Et cela ne signifie pas une somme figée de toutes les expériences, parce que chaque expérience s'est développée dans des conditions différentes et a eu des méthodes différentes en fonction des territoires où elle s'est développée. Toutes ces expériences, si elles avaient des caractéristiques similaires, avaient aussi des spécificités qui ont notablement influencé leur développement au cours des dernières années.

Un parcours unitaire signifie travailler à une stratégie internationale unitaire en Europe de l'Ouest et déterminer des étapes successives visant à créer, phase après phase, une unité politico-organisationnelle sur le terrain de la lutte contre le Capital, pour la recomposition du prolétariat métropolitain. Il ne s'agit pas de créer un rapport idéologique, mais un rapport unitaire de pratiques concrètes, de développement du mouvement révolutionnaire en Europe de l'Ouest.

Nous sommes convaincus que les différences qui existent actuellement entre les diverses expériences révolutionnaires en Europe sont le produit d'une confusion politique que nous avons pu exprimer et des divers niveaux de mûrissement de toutes nos expériences. La stratégie de construction en Europe de l'organisation internationale du prolétariat est le terrain sur lequel il est possible de bâtir concrètement une clarification politique qui corresponde à la phase et qui permette une maturation d'ensemble de toutes les expériences révolutionnaires. Celles-ci trouvent, dans leurs propres maturations et dans leurs propres spécificités, un débouché concret à l'intérieur d'un rapport de pratique unitaire. Construire le mouvement révolutionnaire unitaire signifie développer les potentialités du prolétariat, parce qu'ainsi, à l'intérieur d'un rapport unitaire, se développe un

niveau de maturation globale de tout le mouvement révolutionnaire. Et c'est dans une stratégie de recomposition du prolétariat en Europe que se développe son niveau global de conscience.

Pour le mouvement révolutionnaire, le terrain stratégique de l'initiative correspond à la possibilité pour le prolétariat de développer sa propre conscience, parce que le mouvement révolutionnaire est le premier embryon de l'organisation communiste de toute la classe.

La construction de l'organisation internationale du prolétariat n'est donc pas la stratégie d'une organisation, mais bien la stratégie de l'ensemble du mouvement révolutionnaire dans la phase de développement maximum et de crise du Capital Multinational et des tendances à la guerre. En tant que stratégie de phase, cette stratégie se veut une critique précise à toutes les stratégies mises en œuvre dans les phases précédentes de l'expérience révolutionnaire en Europe.

Les limites de la phase précédente se trouvent dans les conceptions à la fois du nationalisme et de l'internationalisme. Nous entendons par nationalisme les tendances qui veulent développer le mouvement révolutionnaire sur un territoire national, au-delà de toutes les partialités d'un tel déterminisme au niveau général. En particulier, ces expériences généralisent mécaniquement leur pratique au niveau de la pratique internationale.

Et, de fait, tout ceci détermine le fait que les pratiques internationales, quelles qu'elles soient, ne sont pas assumées, et aussi la prétention utopique de détacher « son » territoire de la chaîne impérialiste. Nous disons que cette conception est utopique car, dans la phase de crise et de tendance à la guerre, le Capital Multinational se recompose dans ces territoires centraux contre toutes les contradictions de classe qui y apparaissent, et il jette toutes ses forces dans la bataille contre tout mouvement révolutionnaire qui peut se développer dans chaque territoire particulier.

Ce fut le cas complexe de l'Italie, qui est le territoire européen sur lequel s'est développé le mouvement révolutionnaire le plus fort au cours des dernières années. Mais, dans le tourbillon des quatre dernières années, celui-ci fut désarticulé non par la seule structure de l'Etat italien, mais bien par l'entière structure de l'impérialisme des multinationales. Ce mouvement vécu de plus en plus une forte contradiction interne à travers l'absence d'un terrain de développement stratégique de sa force territoriale : il existait une force réelle en Italie, mais qui ne disposait pas de perspective internationale.

Concevoir la chaîne impérialiste dans un ensemble statique de maillons forts et de maillons faibles signifie ne rien comprendre à l'actuel niveau de développement de l'impérialisme qui, dans ses territoires centraux, tend toujours à homogénéiser ses forces structurelles internationales.

La seconde limite de la phase précédente de l'expérience révolutionnaire est constituée par l'« internationalisme ». Par internationalisme, nous entendons une pratique basée sur une unité générique, statique et de principe d'un internationalisme prolétarien déterminé à partir d'une analyse erronée et figée de l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat au niveau mondial.

C'est ainsi qu'en Europe de l'Ouest, des pratiques partielles se sont limitées au seul soutien aux luttes du prolétariat du tiers monde. De telles pratiques choisissent un développement limité du mouvement révolutionnaire dans les territoires centraux de l'impérialisme.



Car ce développement n'est conçu qu'en termes de structures ayant une fonction d'arrière-garde par rapport à ce qui est considéré comme le front central, à savoir la contradiction entre impérialisme et prolétariat des pays de la périphérie.

Aujourd'hui plus que jamais, la contradiction centrale reste pour nous celle entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial. C'est elle qui détermine l'ensemble des aspects de la réalité impérialiste, au sein de laquelle la révolution prolétarienne connaît, dans chaque territoire contrôlé par l'impérialisme, un développement unique. La stratégie de construction de l'organisation du prolétariat métropolitain elle-même s'insère comme étape possible à l'intérieur de la perspective globale de développement mondial du prolétariat métropolitain.

Dans cette phase, il n'y a pas de territoire plus ou moins important que d'autres. La simultanéité des développements est une nécessité. Avec la tendance à la guerre et au développement de la crise du Capital, tout territoire revêt une importance réelle, tant dans les rapports avec le bloc de l'Est que dans la gestion de ses contradictions internes.

Le problème d'une stratégie internationale est le problème de la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire dans tous les territoires homogènes, du point de vue de la contradiction de classe et de la possibilité de développement révolutionnaire.

En plus de l'Europe de l'Ouest, il existe d'autres pôles potentiels, tels que l'Afrique ou l'Amérique latine. En effet, dès qu'une situation explosive se développe en Europe, en Afrique ou en Amérique latine, l'impérialisme entre en crise. Car, par delà les contradictions immédiates qu'il porte en son sein, la conscience et l'organisation révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat mondial constituerait l'élément capable de déchaîner une crise irréversible de l'impérialisme, et un affaiblissement d'une telle ampleur se développerait alors de façon massive à l'échelle mondiale.

Développer des pôles révolutionnaires unitaires dans les territoires homogènes signifie construire des points de référence concrets pour l'organisation et la recomposition révolutionnaires du prolétariat mondial. La tendance à la guerre dans l'accentuation des contradictions de classe développe aussi l'homogénéisation de territoires extrêmement vastes et favorise objectivement la recomposition du prolétariat qui vit sur ces territoires. Ce n'est pas là

un procès mécanique et spontané, mais la base objective sur laquelle le mouvement révolutionnaire bâtit la stratégie de libération du prolétariat. Aujourd'hui, pour tous les révolutionnaires, œuvrer dans cette direction stratégique, c'est contribuer concrètement à la transformation de la réalité prolétaire actuelle, pour la libération de la réalité prolétaire de demain.

Ce qui est en dernière analyse commun au nationalisme et à l'internationalisme, c'est la défiance envers les possibilités révolutionnaires de recomposition du prolétariat en Europe de l'Ouest. Et c'est là le résultat de l'absence totale de stratégie internationale de libération prolétaire. ■

#### Quelques réflexions à propos de « L'Internationale »

Par rapport à tout cela, « L'Internationale » répond à la nécessité de construire un instrument de lutte. Ce journal se comprend comme tel. Il pourrait donc assumer un rôle dialectique unitaire au sein du mouvement révolutionnaire, et dans le rapport entre celui-ci et le mouvement de lutte du prolétariat.

Il peut être le lieu de débat et de confrontation entre tous les courants organisés du mouvement révolutionnaire sur le développement d'une stratégie internationale en Europe de l'Ouest. Il peut aussi, par conséquent, être le moyen de ce débat et de la construction d'une analyse de la phase actuelle et des pratiques à envisager pour la compréhension collective du niveau de maturation et de développement du mouvement révolutionnaire et du mouvement de masse.

Il est, par ailleurs, un instrument d'information et de communication sur les pratiques et les analyses complexes et parfois contradictoires — sans être opposées — qui existent à l'intérieur du mouvement révolutionnaire. Il contribue à les socialiser.

Le rapport dialectique entre ces deux tâches est la condition indispensable à ce que le journal ne dégénère pas en un organe de débats abstraits ou en une feuille de choux gauchiste.

« L'Internationale », en tant que journal révolutionnaire, doit se situer dialectiquement à tous les niveaux de l'initiative de la classe et de ses fractions organisées. Participer, diffuser, élaborer ce journal, tant pratiquement que politiquement, signifie prendre cela en compte : agir à l'intérieur de l'unité politique organisée du mouvement révolutionnaire dans la stratégie de construction de l'organisation internationale du prolétariat en Europe de l'Ouest. ■

**A propos de l'« amnistie » pour les prisonniers politiques italiens et des soi-disant « solutions politiques »**

# La guerre de classe ne se négocie pas, elle se gagne

Le texte qui suit constitue une première réponse d'un groupe de militants communistes italiens, actuellement en France, à l'opération politique menée par certains secteurs de feu l'Autonomie ouvrière italienne en faveur d'une soi-disante « amnistie » pour les 4 000 prisonniers politiques. Cette opération, qui vise à organiser pour le compte de certains secteurs de la bourgeoisie italienne, PSI en tête, le « retour à la normale » après les « années de plomb », trouve évidemment un sérieux écho parmi les « réfugiés italiens » en France. L'actualité récente a encore confirmé combien ces derniers étaient prêts à se vendre corps et âme, en l'espoir d'un permis de séjour, et comment ils organisaient la délation de ceux de leurs compatriotes qui, militants communistes, ne respectent pas la règle du jeu fixée par l'Etat impérialiste. Ainsi pour un camarade italien exécuté par les flics au cours d'une expropriation à Paris en octobre dernier. Ainsi pour un autre camarade arrêté récemment en région parisienne.

Il importe donc d'approfondir la dénonciation des opérations politiques qui servent de couverture aux sinistres menées des ex-petits leaders soixante-huitards recyclés dans le « retour à la convivence démocratique ».

**A** l'origine de ce travail, il y a de nombreuses considérations, probablement toutes également justes, mais qui portaient des exigences personnelles de chaque camarade. Le problème était donc de dépasser cela pour arriver à exprimer quelque chose qui, même en partant de positions différentes, recherche des points communs de critique et de proposition qui puissent être présentés à la classe et au Mouvement Révolutionnaire en particulier, comme contribution collective au débat pour la reprise du Mouvement Révolutionnaire lui-même.

Nous avons cherché à réaliser tout cela en dépassant, ou au moins en cherchant à dépasser, les problèmes que posait le fait d'être hors de l'Italie. Toutefois, les finalités de cet effort ne sont pas seulement de démontrer qu'il existe quelque chose d'autre que les salons parisiens, qu'à l'extérieur, il y a aussi la réalité de camarades qui, malgré le fait qu'ils ont dû momentanément quitter l'Italie, n'entendent pas pour autant s'abstenir de la tâche de tous les révolutionnaires et communistes dans cette phase : la critique la plus serrée des positions défaitistes, qui, consciemment ou non, font le jeu de la bourgeoisie pour la mise en œuvre de son plan de pacification sociale, pour le développement des plans de guerre interimpérialiste.

De nombreux côtés, en effet, nous entendons ces derniers temps des voix qui se lèvent au nom d'une « solution politique » du problème des prisonniers politiques. Et aussi d'autres voix qui décrètent la fin, la défaite totale de la lutte armée pour le communisme et qui, sans dire clairement ce qu'elles pensent faire dans le futur, laissent des spirales ouvertes vers des « solutions politiques » de divers types.

Cependant, des positions de principe contre tout projet de dissociation ou de reddition ont émergées parmi les camarades, mais sans aller jusqu'au bout dans la critique

de propositions qui ont une influence réelle à l'intérieur de la classe et du Mouvement Révolutionnaire lui-même.

On ne peut se limiter à dire que nous sommes *contre*. Nous devons expliquer, et jusqu'au bout, pourquoi, et ce qu'il y a derrière certaines positions, pour faire la clarté à l'intérieur de la classe. C'est-à-dire qu'il faut avant tout battre politiquement les tendances liquidatrices qui se présentent justement comme des propositions politiques.

Prenons en particulier la proposition d'« amnistie » formulée par Scalzone et ses pareils qui, en se donnant comme paravent la résolution du problème des détenus politiques et des soi-disants « exilés », est parvenue à s'introduire, et avec une certaine force, à l'intérieur du Mouvement Révolutionnaire.

Nous devons avant tout tenir compte de la situation générale (chose que Scalzone se garde bien de faire) de crise générale du mode de production capitaliste et du plan de restructuration globale pour la préparation de la guerre impérialiste.

Les licenciements, la *cassa integrazione*, les accords économiques et politiques et les pactes sociaux sont tous des phénomènes découlant de la crise générale qui parcourt le système dans son ensemble.

Pour pouvoir porter en avant ses plans de restructuration, la bourgeoisie a besoin d'un niveau de paix sociale décisivement élevé. C'est à l'intérieur de ce plan que se situe l'accentuation de l'attaque contre le Prolétariat Métropolitain en général et la guérilla en particulier, sous toutes les formes déjà connues jusqu'à l'usage massif de la torture.

C'est l'attaque contre le Prolétariat Métropolitain par la Bourgeoisie Impérialiste dans la tentative de réduire au silence toute poussée antagoniste, et cela comme pré-supposé pour pouvoir pousser à fond les préparatifs stratégiques pour la guerre impérialiste, qui n'est pas seulement agitée comme épouvantail, mais est bien au contraire toujours plus tangible, et dont l'envoi de troupes au Liban dans le cadre de la soi-disante « Force Multinationale de Paix », la prochaine installation de missiles Pershing II et Cruise en Europe et l'agression des USA contre Grenade sont les aspects les plus apparents.

Maintenant, nous ne sommes pas intéressés à nous engager dans une réexposition des théories sur la crise puisque nous considérons n'avoir pas de nouveaux apports théoriques spécifiques à présenter. Mais, à partir des considérations précédentes, nous affirmons que la guerre interimpérialiste en préparation est provoquée par la crise générale en œuvre depuis de nombreuses années, justement parce que la Bourgeoisie Impérialiste n'a pas d'autre possibilité de sortir de la crise elle-même, celle-ci étant une crise de surproduction de capital et, comme telle, crise généralisée du Mode de Production Capitaliste.

De la déviation subjectiviste (à la Negri et consorts) nous estimons que tout a déjà été dit de manière plus que satisfaisante.

Comme nous avons pu le voir au cours des dernières années, tous les centres de commandement ont, d'une manière ou d'une autre, subi des modifications et ont été adaptés au niveau des contradictions actuelles, mais cela n'a sûrement pas résolu la crise ni ne la résoudra jamais.

Il est naturel que, dans la condition de crise générale économique-politico-sociale, les centres de commandement et de direc-

tion soient eux-aussi entrés en crise, mais cela est une conséquence et non la cause qui a déclenché la crise.

Dorénavant, les personnages qui soutenaient ces thèses se chargent personnellement de dévoiler la suite de leur trajectoire politique, en quittant ouvertement l'aire qui est commune aux communistes.

La crise actuelle est une crise **générale**, dans laquelle, justement du fait de ce caractère, on trouve toutes les particularités, de la surproduction de marchandises à la sous-consommation, à la crise des centres politiques, etc. C'est dans ce cadre global que la restructuration procède et se développe. Une restructuration qui, évidemment, n'est pas seulement celles des centres de production de marchandises, mais de toutes les branches du système, des branches structurelles aux branches superstructurelles.

Mais, la production de marchandises étant toujours centrale dans la vie et la production et la valorisation du capital (même si certains pensent qu'aujourd'hui la production d'idées ou de signes est celle qui conforme tout le reste), il est logique que la restructuration industrielle soit la plus évidente et qu'elle ait les conséquences les plus directes et immédiates pour l'ensemble du **Prolétariat Métropolitain**, comme l'expulsion de la force de travail excédente des lieux de production, et donc l'augmentation du chômage et de la *cassa integrazione* et l'accroissement des charges et des rythmes de travail pour ceux qui restent à l'usine.

Mais là aussi, il y en a qui pensent, ou peut-être feignent de penser, que la crise est produite par la restructuration elle-même, et en viennent donc à demander d'énormes sacrifices au prolétariat afin de dépasser ce moment. La tête de pont de cette position est naturellement constituée par les révisionnistes. Cette analyse est évidemment fautive : la restructuration n'est non seulement pas génératrice de la crise, mais n'est même pas non plus résolutrice de celle-ci.

Le fait que la mise en œuvre de la restructuration, selon les termes du syndicat, puisse résoudre la crise est développée pour demander la collaboration du prolétariat de telle manière que les temps et les coûts soient les plus bas possibles et que, dans le même temps, se réduisent au maximum les conflits sociaux qui sont provoqués par la dégradation des conditions de vie. C'est là le motif de l'attaque particulière que mènent les appareils de l'Etat contre toutes les formes d'antagonisme conscient exprimées par la classe.

La guerre, comme moment de destruction des capitaux excédents et des forces productives, comme moyen pour réimposer sa propre domination, est le moyen historiquement donné pour sortir de la crise. En ce sens, nous sommes d'accord pour définir la crise actuelle comme **restructuration globale pour la guerre impérialiste**.

L'abandon de secteurs productifs, qui sont décentralisés vers la périphérie de l'aire impérialiste, et la reconversion vers des secteurs stratégiques tels que l'électronique, la robotique, la production guerrière, vers une versatilité de production qui permet de changer rapidement la production, comme par exemple certaines installations Fiat où la production peut être transformée de civile en guerrière en des temps très brefs, sont quelques exemples de la mise en œuvre de la restructuration sur le plan industriel.

Une première conséquence de ce type d'« économie de guerre », caractérisée par des niveaux de restructuration élevés et par

une forte augmentation du détournement de la richesse sociale en faveur des secteurs stratégiques, est l'aggravation des tensions sociales tant sur le plan des luttes économiques que sur celui des mouvements de lutte contre la guerre impérialiste.

A l'intérieur des deux blocs, impérialisme américain et socialimpérialisme russe, ce type de contradictions provoque cependant des conséquences différentes dépendantes de la « richesse » globale des économies de chaque pays et, donc, de la possibilité d'accroître les investissements stratégiques sans peser excessivement sur les classes les plus pauvres.

La Pologne en est un exemple, où le niveau de crise/restructuration du système a provoqué une coagulation, autour de l'organisation politico-religieuse ramifiée de l'Eglise, des contradictions de classe effectivement existantes. De même, de l'autre côté, le gendarme de l'impérialisme US au moyen-Orient, Israël, qui bien que continuellement alimenté par le puissant lobby sioniste des USA, se trouve aujourd'hui plongé dans une crise économique incroyable et fait face à un premier moment de mobilisation qui fissure l'intégrisme sioniste.

Pour ce qui nous concerne, le procès crise/restructuration, comportant une transformation des forces productives, avec l'abandon de certains secteurs, la reconversion vers d'autres et l'automatisation toujours plus massive, détermine une modification technique et politique de la classe.

A ce propos, il est opportun de noter que le parcours de restructuration du procès de production qui s'est entamé dès le début des années 70 a suivi dès le départ deux lignes directrices fondamentales. D'une part, un premier niveau de véritable désagrégation du cycle en de nombreuses sections isolées et dispersées sur le territoire, de l'autre, le développement intensif de la recherche et de l'expérimentation de méthodes de production automatisées.

La prééminence dans le temps de l'un sur l'autre a laissé penser à certains que la restructuration était une tentative de réacquiescer la capacité de gouverner une classe ouvrière hautement combative, sortie extrêmement renforcée et unie politiquement de la décennie de luttes des années 60/70. De fait, au contraire, la restructuration en cette période, en passant à travers une attaque politique à la composition de classe, avait pour objectif à bien plus long terme de réacquiescer des niveaux de productivité et de versatilité qui étaient impossibles avec le vieux schéma productif de la chaîne, d'autant plus en présence d'une classe ouvrière politiquement forte. L'attaque politique contre la classe ne visait pas une simple stabilisation des niveaux de gestion de la force de travail, mais visait à permettre par la suite des niveaux de restructuration encore plus pesants et encore plus globaux. Il ne pouvait pas y avoir les 23 000 s'il n'y avait pas eu les 61 (1).

Cela nous pose naturellement des problèmes différents de ceux que nous avons connus par le passé et signifie analyser sérieusement l'état actuel de la composition du prolétariat métropolitain, sans pour autant s'inventer de nouveaux sujets émergents après lesquels courir, en perdant de vue le reste de la classe dans sa complexité.

C'est dans le cadre de tous ces phénomènes que se mettent dialectiquement en place les diverses opérations politiques à l'égard du mouvement révolutionnaire, et en particulier à l'égard de la partie emprisonnée du mouvement révolutionnaire. Opérations qui visent à récupérer une partie des sujets qui, après avoir été partie active du processus révolutionnaire dans notre pays, décrètent aujourd'hui la fin de celui-ci et l'impossibilité pour le prolétariat de réaliser la révolution.

A partir du cadre général que nous avons exposé, nous voulons en particulier aborder la critique de la proposition d'« amnistie » faite par Scalzone.

## Suite de la page 5

Il est nécessaire de répéter les termes de ce problème. En d'autres mots, nous estimons que c'est une nécessité pour l'Etat de réussir à créer un cadre dans lequel il soit possible de récupérer à l'intérieur d'une dialectique Etat-mouvements sociaux de transformation des secteurs qui, dans les années 70, se sont bougés sur le plan de la lutte antagoniste et révolutionnaire à l'égard de l'Etat et de ses articulations politiques et de contrôle/répression.

L'amnistie, par exemple, pour certains délits comme les délits associatifs et les délits inhérents à ceux-ci tels que détention et transport d'armes, *favoreggiamento* (2), en plus de l'amnistie pour des délits de faible portée et qui ne comportent pas d'atteintes contre la personne, représente, en ce moment de l'affrontement de classe, c'est-à-dire après les lourdes défaites infligées au Mouvement Révolutionnaire et à ses organisations, un instrument par lequel d'une part sanctionner la fin des « années de plomb » et, de l'autre, entamer une tentative de récupération vers la médiation institutionnelle ou, de toute manière, vers des méthodes de lutte qui ne soient pas déstabilisantes pour les actuels équilibres politiques entre les classes.

Le fait est établi que la dialectique entre majorité et opposition est fondamentale pour la stabilité des *démocraties parlementaires*, aux dires des analystes bourgeois eux-mêmes, et que, sur cette base, le phénomène Italie et l'hégémonie pluridécennale de la Dc sont considérés par ceux-ci comme une donnée de démocratie bloquée.

En ce sens, nous pensons qu'il est correct d'étendre cette affirmation jusqu'aux mouvements sociaux, dont la poussée de transformation de l'ordre établi serait assumée en une dialectique qui viserait à la détacher des tendances les plus conscientes et déterminées qui, au contraire, travaillent au dépassement révolutionnaire de l'ordre actuel, et à l'égard desquelles il faudrait agir de manière plus vigoureuse sur le plan répressif.

L'existence de 4 000 détenus politiques continuerait, par contre, à maintenir la tension dans de nombreux secteurs de mouvement et, si elle n'est pas résolue, pourrait provoquer une nouvelle élévation de l'affrontement.

Pour ces motifs, il est évident que l'amnistie n'est donc pas simplement la monnaie que certains sont en train de mendier en échange de l'enterrement définitif de douze années de lutte de classe, mais constitue une nécessité pour l'Etat qui, de cette manière, sanctionnerait la fin de la « guerre ».

Scalzone lui-même le dit dans une optique — il n'est pas superflu de le noter — tout à fait symétrique aux attitudes politico-économiques de l'Etat : « Il n'est pas de guerre que l'on puisse dire terminée sans le retour des prisonniers chez eux. »

Mais nous ne devons pas commettre l'erreur de sous-évaluer ces affirmations, parce qu'elles ne sont en tout cas pas stupides et encore moins faites au hasard. Une analyse plus profonde doit être faite pour en évaluer les implications politiques, tant sur le plan de la théorie que sur celui de la pratique révolutionnaire, en prenant en compte quelques considérations :

1) La guerre qui s'est menée au cours de ces années était-elle une guerre conventionnelle dont on puisse sanctionner la fin par un traité ?

2) Scalzone possède-t-il donc la légitimité pour entamer des négociations ?

Nous voudrions partir de la seconde question parce qu'elle contient, entre autre, certains termes d'évaluation pour la première question. Il est évident que Scalzone ne possède aucune légitimité de classe, et il l'admet lui-même. En effet, il a jusqu'à aujourd'hui parlé de la nécessité de construire les préconditions pour une amnistie, et donc d'un travail dans le Mouvement Révolutionnaire afin d'en agréger les forces autour du problème.

Voici donc un premier aspect que l'on peut déjà juger comme pouvant résoudre une des conditions posées par l'Etat, à savoir de séparer les composantes du Mouvement Révolutionnaire qui, jusqu'à hier, vivaient côte à côte. En ce sens, il est correct d'affirmer que Scalzone mène aujourd'hui **une bataille de différenciation et de délation à l'intérieur du Mouvement Révolutionnaire.**

En effet, après avoir soutenu des thèses contre la dissociation en ce qu'elle provoquait la différenciation, il nous dit : « *Se dissocier de qui ? Nous, nous n'avons pas de complexes sur ce point, vu que nous avons été attaqués et blâmés de divers côtés pour avoir formulé — en des temps non suspects et de manière explicite — des jugements très durs sur les assassinats de Moro, de Custrà, de Guido Rossi, d'Alessandrini, sur la boucherie d'Acca Larenzia, ... Nous sommes donc parfaitement en droit de demander : mais se dissocier de qui ?* ».

Que nous démontre-t-il de cette manière ? Que celui qui écrit est déjà dissocié depuis longtemps ? Ou peut-être qu'il n'a jamais été d'accord sur la Lutte Armée ? Ou bien encore, et c'est peut-être la chose la plus probable, qu'il a toujours cherché, comme l'on dit, à avoir un pied dans toutes les chaussures ? (Chose qu'il cherche par ailleurs encore à faire aujourd'hui).

Mais, hormis ses positions, peut-être n'est-il pas vrai que ceux qui ont participé à la Lutte Armée, et étaient donc d'accord, devraient, pour s'adapter à la proposition d'« amnistie », renier leurs anciens choix ou, mieux, comme dit Scalzone, « ... reconnaître la défaite et en rechercher les raisons même les plus lointaines. Nous n'avons pas de sanctuaires de la mémoire à vénérer. L'unique cohérence est celle qui use de la méthode de la critique radicale » ?

Et en effet, sur cette ligne, il procède rapidement. Non seulement il nous dit : « *Il faut nous rendre compte que le problème spécifique, "défensif", "arriéré", du destin des 4 000 a ses origines dans la défaite culturelle et politique plus que dans la défaite militaire de toutes les hypothèses de Lutte Armée stratégique qui ont pris corps dans les années soixante-dix en Italie* », mais, après avoir clarifié que s'ouvre l'ère « ... que nous pourrions qualifier de post-socialiste quant à la forme sociale et de post-communiste quant à la forme du mouvement historique... », il continue en affirmant que, « *d'autre part, c'est là la toile sur laquelle nous pouvons travailler après avoir fait "table rase" : les mouvements socialistes de la fin du siècle passé ont produit les social-démocraties européennes et le mouvement perpétuel de l'alternance ; les mouvements communistes du vingtième siècle ont produit les socialismes réels : que peuvent produire les mouvements post-communistes de la fin du millénaire ?* »

Nous ne pensons pas qu'il y ait beaucoup à ajouter à ce que dit ce nouveau paladin des prisonniers politiques. Le communisme est dépassé, il a déjà été fait, c'est une saloperie, allons au-delà : au-delà de Marx, au-delà de Lénine, au-delà de Mao, au-delà de la lutte de classe — peut-être aussi parce qu'il n'y a plus de classes — à ce qu'il appelle le « *point zéro de la théorie* ».

Et c'est effectivement un « *point zéro* ». C'est la remise à zéro de l'antagonisme de classe pour tout ramener à la forme de batailles culturelles et spécifiques, mais bien à l'intérieur d'espaces fixés par la bourgeoisie. Le tout dit sur un ton d'urgence, d'ultimatum. Nous lisons en effet : « *Pourquoi assumer le problème des 4 000 en bloc et le considérer comme indivisible ? Parce que par rapport à la question prison/libération, les 4 000 doivent être considérés — même pour la dernière fois — comme un ensemble, une communauté de destins* ».

Il faut bien noter le « *même pour la dernière fois* », ce qui veut dire qu'il faut se hâter car c'est la dernière occasion, le dernier train, après il n'y en aura plus. Et cela est d'autant plus important que ce n'est pas annoncé directement par le pouvoir, mais par quelqu'un qui parle en se situant à l'inté-

rieur de la dialectique du Mouvement Révolutionnaire.

Celui-ci se permet de poser des ultimatums, cela avec quelle légitimation, si ce n'est celle de la bourgeoisie, ou mieux, des secteurs de celle-ci qui mènent le jeu derrière lui, probablement ceux que Scalzone qualifie de « *certaine louable exception* » dans le panorama politique général.

A partir de ces considérations, et pour répondre à la première question, le problème n'est pas constitué du fait que quelqu'un veuille faire finir cette « *guerre* », mais plutôt de comprendre et de s'exprimer par rapport à celle-ci.

Pour nous, parler d'amnistie comme acte formel de clôture de la guerre signifie donner une vision tordue de l'aspect que la lutte de classe a recouvert dans notre pays au cours de ces années. Cela signifie présenter l'affrontement comme une guerre conventionnelle, alors que la lutte de classe n'a rien à voir avec les termes des conflits impérialistes. C'est un affrontement informel, qui a dépassé, dans notre pays, les termes purement économiques et immédiats, **en se situant sur le plan politico-militaire pour la prise du pouvoir**, en enracinant au sein de la classe l'usage des armes contre le pouvoir bourgeois.

Présenter cela en termes de guerre classique, dont on puisse sanctionner la fin par des traités, signifie encore une fois, symétriquement aux positions de l'Etat, présenter les communistes combattants — et, par conséquent, la Lutte Armée pour le Communisme — comme complètement étrangers et privés de tout rapport avec les masses.

S'il y a eu d'une part une tentative de pénétrer les contradictions qui apparaissent afin de les faire exploser, de l'autre, le Mouvement Révolutionnaire s'est enraciné dans la classe en déterminant des sauts de qualité et l'acquisition de nouveaux instruments de lutte.

Avoir affronté et dépassé, dans les années soixante-dix, le problème de l'usage de la force par les mouvements de masse et par la subjectivité communiste a représenté une correcte adaptation de la classe au niveau de conflictualité que la situation de crise imposait.

La mise en évidence de la crise dans les années soixante-dix, a provoqué un changement dans les rapports de force. L'Etat lui-même, comme forme politique apparente de médiation du rapport entre les classes, a redéfini ses propres fonctions en se mettant en évidence et en s'exposant comme contrepartie immédiate du prolétariat. La crise du système politique général comme support du pouvoir étatique ne fait que démontrer la globalité de la crise impérialiste.

La classe en général, et le Mouvement Révolutionnaire en particulier, ont fait face à ce déplacement sur le terrain plus directement politique des niveaux de l'affrontement en exprimant son propre antagonisme sur un terrain adéquat.

La rupture de toute médiation a sanctionné la nécessité du dépassement des vieux schémas et a engendré une nouvelle manière de faire de la politique. Elle a imposé au Mouvement Révolutionnaire de se structurer de manière à assumer l'affrontement sur un plan politico-stratégique, en tendant à dépasser le simple revendicativisme et tout opportunisme.

Même les secteurs de classe recomposés autour de la nécessité d'une pratique pour la satisfaction des besoins spécifiques ont du s'adapter à un terrain d'affrontement qui allait au-delà de ceux-ci.

Ces éléments ont concouru à sanctionner un niveau d'affrontement dans lequel l'usage des armes et le lien entre les instances prolétariennes de masse et les initiatives subjectives ont représenté la potentialité révolutionnaire du prolétariat dans notre pays.

Tout cela n'est que la résultante de rapports de force déterminés entre les classes dans une phase politique précise. C'est peut-être **l'expression la plus évidente que la guerre de classe ait atteinte en Italie.** Si

l'on parle de guerre, ce n'est pas seulement du fait que les armes ont été utilisées, mais aussi pour la qualité politique qu'a recouvert l'affrontement. En effet, le dépassement de toute médiation (entre classe et pouvoir, entre économie et politique) a fait que toute expression antagoniste a dû se rapporter **directement en termes politiques** avec le pouvoir.

L'on peut parler de guerre en tant que moment élevé de l'affrontement à l'intérieur de la dynamique de la lutte de classe. Personne, en effet, ne peut nier la fonction de la guerre à l'intérieur de l'affrontement qui tend au dépassement de l'ordre établi. Même les conséquences négatives, comme la capture militaire de prisonniers par l'Etat, sont le fruit de rapports de force déterminés.

En tout cas, toute solution qui prétend extrapoler le particulier (que ce soit le problème carcéral, les 4 000 prisonniers politiques) du contexte général est pour le moins vain, si ce n'est carrément, comme dans le cas de la proposition d'amnistie, contradictoire au procès de lutte de classe. Abstraire le particulier, en le définissant de manière forcée avec les paramètres qui définissent la guerre de type impérialiste, c'est-à-dire comme un affrontement pour le pouvoir en tant que tel et non pour son dépassement, signifie sanctionner une victoire définitive du capital qui n'existe pas et renforcer ses formes de commandement actuelles.

La proposition d'amnistie vient en appui à cela et doit passer à travers la reconnaissance directe par les sujets protagonistes de l'affrontement de classe qui a eu lieu au cours des dix dernières années en Italie, non seulement de leur propre défaite, mais aussi de l'impossibilité de mettre en œuvre un quelconque projet qui tende à la destruction du pouvoir de la bourgeoisie. En synthèse, à la déclaration de la fin de la lutte de classe.

Ceci est le projet réel qui se trouve derrière la proposition de Scalzone et de ceux qui lui tournent autour, camouflé par le **miroir aux alouettes de la libération des prisonniers politiques**, présenté comme celui pour lequel il faut se battre spécifiquement, en venant nous raconter qu'il est possible de le résoudre indépendamment du contexte général.

Et, pour donner une plus grande crédibilité à ces affirmations, Scalzone nous donne l'exemple du « *mouvement féministe* ». Selon lui, celui-ci était non seulement révolutionnaire, mais il aurait même déjà fait la révolution en affirmant sa propre spécificité et partialité. Il n'y a rien à dire, c'est vraiment une sérieuse manière de réécrire l'histoire de ces années, à faire pâlir les meilleurs historiographes bourgeois.

C'est sur tout cela que se fonde la recherche de légitimité et de reconstitution comme « *classe politique* » de ces excréments du mouvement révolutionnaire. D'autre part, c'est logique. Qui, sinon quelqu'un qui a été parmi nous, pouvait assumer la tâche, la charge et l'« *honneur* » de récupérer politiquement au pouvoir, au « *débat démocratique* », au moins une part de ce mouvement incarcéré ou « *exilé* » qui était il y a peu aussi « *irréductible* ».

Et il est vrai qu'à l'intérieur du mouvement révolutionnaire sont apparues des positions qui, comme le dit Scalzone lui-même, « *se synthonisent — même de manière critique — avec le débat sur la solution politique* » et que, « *au-delà des divergences, on respire un air différent* ».

En effet, des positions, pas encore claires et définitives, sont déjà apparues dans différentes situations. Il est toutefois certain, comme dans le document du procès de Turin contre Prima linea — où l'on parle de « *saturation de la lutte armée* » ou de « *dé légitimation sociale* » de celle-ci, et où apparaissent d'étranges concepts comme « *gauche, sans plus d'adjectifs ni spécifications* » — qu'il y en a, et qui ne sont pas peu nombreux, qui cherchent à se trouver dans une zone neutre entre les « *dissociés* » et les « *continuistes* ». Ces derniers sont brièvement caractérisés : « *Continuiste est ce Sy-*

# Sendero Luminoso

## Du rejet du foquisme à la fascination du maoïsme

**S**entier lumineux est une réalité, c'est la réalité de la lutte aujourd'hui au Pérou. Réalité souvent problématique, mais partagée par de larges parties de la population péruvienne, par des centaines de militants et de combattants. Elle apparaît dans de multiples actions et dans la continuité d'un travail politique de nombreuses années.

Sentier lumineux est l'expression d'une lutte d'Amérique latine. L'Amérique latine et centrale constitue un territoire homogène, homogène par ses références culturelles et historiques, homogène en grande partie dans sa structure et ses réalités sociales, homogène dans la relation d'exploitation que l'impérialisme y impose aujourd'hui. Tout ceci ne niant toutefois pas les différences et les spécificités.

Dans cette zone, les expériences révolutionnaires appartiennent à tous, par-delà les frontières. Discutées, transposées, vécues ou rejetées, elles sont la mémoire de chaque militant et de tous les groupes. Ainsi, sans aucun doute, Sentier lumineux est né de l'échec du foquisme et de l'espoir qu'a représenté le maoïsme dans les pays de la périphérie. Espoir renforcé par l'efficacité réelle des principes de lutte maoïstes dans les pays aux structures économiques complexes, où coexistent agricultures primitive et moderne, mais aux mains d'« étrangers », « gringos » ou « yankees » des centres impérialistes.

Si le foquisme représente, sur le plan de la mémoire révolutionnaire, avec le *Che*, une première rupture révolutionnaire avec le pacifisme révisionniste, il est aujourd'hui, sur le plan pratique, un échec. Expérience essentielle pour les révolutionnaires sud-américains, en particulier pour les Péruviens, frontaliers de la Bolivie et proches sur le plan géographique (Andes),



humaines (indiens), historiques, militaires et économiques (mines). Ils en ont tiré

des leçons parfois amères. L'échec du foquisme pour Sentier lumineux, c'est

d'avoir trop vite jeté des militants révolutionnaires dans la bataille et ce, sans

respecter les rapports de force. Les arrières mal assurées, le présent trop précaire, l'implantation sociale insuffisante, ont amené la mort du *Che* en Bolivie, et peu après, de ses camarades rescapés. Sentier lumineux, lui, implante ses forces, prépare longuement ses militants et ses campagnes. Chaque campagne est conçue comme une étape dans le processus révolutionnaire. Et s'il a certainement bénéficié du fait que l'armée a retardé son intervention, contrairement au MIR qui fut détruit par l'intervention militaire rapide, le développement de Sendero est en grande partie dû au travail à long terme.

Du maoïsme, Sendero a conservé les « carences ». Le « culte de la personnalité » très développé pour le « camarade Gonzalo », les images et le vocabulaire sectaires, qui se retrouvent jusque dans son sigle, mais qui parcourent tous ses textes : des petites fleurs de Mao aux lumières du Sentier...

Cependant, on peut constater tout au long de l'histoire de Sendero qu'il frappe avec justesse, sans ambiguïté de cibles : tenants du pouvoir actuel, militaires, forces américaines. Et il est parfaitement attentif à ne pas toucher la population : réforme agraire mise en œuvre à chaque occasion (voir comment se passe les expropriations de grands propriétaires), travail syndical et politique.

Aussi, publions-nous dans ce dossier deux textes. L'un, écrit par des militants européens qui se sont rendus au Pérou et qui en ont rapporté le témoignage qui paraît dans ce numéro. L'autre, constitué d'une interview faite par un journaliste bourgeois péruvien à un dirigeant du Sendero à Lima. Le ton provocateur des questions permet cependant au militant de Sendero de formuler nombreuses mises au point. Aux lecteurs de juger sur pièce ■





# Transversal de la société péruvienne

plus sérieuse s'indienne au s la houlette de et la haine de sierra pour ces levants lesquels u du langage?

cho, en 1824, née l'indépendance après la défaite s armées espagnoles d'Ayacucho résistance po l'envahisseur 1879.

senderistas rejeté pro-incasique, ils ont su bénéficier de luttes.

ns d'immersion imael Guzman des ont eu le le mythe incaïcuti » (le renvernde d'en-haut du monde d'en-ent) en révolu-



Il produit es d'acier 0 tonnes de 00 000 ton-étrôle et s de farine e sucre, de is. Le Pérou 4 et 14 mil- es de pois-

lé infantile plus élevées e Latine. nts subis- ds mentaux a malnutri- in tiers des st analpha-

tion paysanne. Dès 1963, **Sendero** désigna du doigt les envahisseurs : les « *peace corps* » yankees furent expulsés d'Ayacucho aux cris de « *corps de la paix : corps de la guerre* ».

## Le 17 mai 1980

A partir de ce moment, **Sendero** n'a plus cessé de prêcher ouvertement la lutte armée comme seule méthode de renversement des régimes qui se sont succédé au Pérou. Développer la guerre de guérilla de la campagne à la ville, faire adopter ce mot d'ordre par le paysan andin, furent ses principales tâches.

Abimael Guzman, d'autres enseignants, des élèves, des collégiens même, disparurent les uns après les autres. **Sendero** ressurgit brutalement le 17 mai 1980 pour donner le signal du soulèvement le jour des élections législatives, en volant des urnes électorales et en dynamitant des commissariats. Cette action fut le point de départ de la lutte armée, qui culmina le 2 mars 1982 avec la libération de 300 prisonniers incarcérés à Ayacucho.

Le terrain était préparé jusque dans la ville elle-même : « *L'attaque du Cras (Ayacucho) n'aurait jamais pu se faire sans l'appui moral et même physique de la population. Les gens sont sortis dans les rues pour crier des mots d'ordre à visage découvert* », raconte le camarade Eleuterio.

La force actuelle de **Sendero** ne tient pas seulement à l'appréciation du poids du paysan dans l'économie et la démographie péruvienne. La jeunesse de ses militants et leur origine paysanne? Maints coups de main les attestent. Le 15 septembre 1982, quatre encapuchonnés arrêtèrent un autobus sur une route aux abords d'Ayacucho pour distribuer des tracts. Parmi les voyageurs, quatre Gardes républicains en civil. Ils tirent et tuent l'un des militants, âgé de 16 ans. Ils en blessent un autre, âgé de 17 ans. Une troisième « complice », de 20 ans, est arrêtée. Lors de l'attaque du Cras d'Ayacucho, les flics blesseront quatre assaillants qui seront transportés à l'hôpital de la ville. Trois d'entre eux y seront massacrés dans leur lit. Tous avaient moins de 20 ans. L'une des dirigeantes de l'organisation, Edith Lagos, la « *Comandante Dos* », est morte à l'âge de 20 ans, éventrée à coups de baïonnette après avoir été capturée. 15 000 personnes viendront à son enterrement.

Depuis, **Sendero** a multiplié les actions de propagande en direction de la jeunesse des collèges. Citons-en deux. En septembre 1982, à quelques jours d'intervalle, des senderistas entrent dans deux collèges de Surquillo, un quartier populaire de la capitale, afin de distribuer aux élèves des tracts appelant à la lutte armée. Un mois plus tard, toujours à Ayacucho, un groupe de 17 senderistas commandé par une femme occupe une

école secondaire. Les étudiants sont rassemblés dans la cour, on leur demande d'observer une minute de silence en hommage à « *l'héroïne révolutionnaire* » Edith Lagos.

## Le paysan qui n'achète pas le journal

Mouvement transversal de la société péruvienne, **Sendero** a une certaine implantation dans la classe ouvrière où son syndicat, le **MOCT**, le **Mouvement ouvrier de classe des travailleurs**, fait de la propagande par l'exemple. C'est ainsi que des commandos de **Sendero** ont incendié des entrepôts de la Fiat et de Toyota à Lima, en menaçant les directions de sanctions plus sévères s'il n'était pas donné satisfaction aux revendications des travailleurs.

Toutes les actions ne sont pas revendiquées. « *Quel besoin avons-nous de revendiquer nos actions? Nous menons une lutte réelle contre le capitalisme, pas une guerre de petits-bourgeois narcissiques. Notre interlocuteur est d'abord le paysan qui n'achète pas le journal* », nous déclarera le camarade Silvano.

Il est surprenant de constater comme beaucoup de communautés ont épousé la cause de **Sendero** dans ces étendues sans communications où les rares routes sont bloquées par d'immenses pierres. Ainsi, la communauté de San José de Sucre a convenu en conseil de donner aux « *visiteurs senderistas* » le gîte et le couvert, en échange de quoi les visiteurs devront s'acquitter des tâches communales.

## Sendero nettoie le terrain

Dans le village de Cayara, le maire raconte : « *Il y a quatre mois, une cinquantaine d'encapuchonnés sont arrivés dans la communauté. Ils ont exigé la démission des autorités. Celles-ci ont prévenu la sous-préfecture de Huancapi. Quelques jours après, les senderistas sont revenus. Ils ont tué le gouverneur Zenon Palomino Suarez et ils ont laissé un drapeau rouge avec cette inscription : « celui qui retire ce drapeau sera tué ». Ils s'en allèrent. Les sinchis, lorsqu'ils arrivèrent, violèrent les domiciles, les saccageant, arrêtant des comuneros qu'ils emmenèrent. Ils s'installèrent à la mairie et, y trouvant le drapeau rouge, m'accusèrent d'être communiste pour l'avoir gardé. Ils ont détérioré ma maison et m'ont volé mon argent. J'ai voulu faire acte de courage et on m'a récompensé comme cela. Je vais démissionner moi aussi.* »

A Chuschi, à Cayara, un gouverneur et un juge de paix ont démissionné. A Colca, le maire a également démissionné. **Sendero** nettoie le terrain, laissant un mois de préavis aux autorités.

Jusqu'à présent, la réponse du pouvoir est restée aveugle. Toute revendication sociale est

systématiquement assimilée au « *terrorisme* ». En septembre, un jeune dirigeant du syndicat paysan **CCP** a été détenu dix-sept jours à Andahuaylas et Ayacucho, accusé de détenir du « *matériel subversif* », de la littérature. Dans les trois départements d'Ayacucho, Andahuaylas et Apurimac, comme à Lima du reste, le fait de posséder un écrit marxiste quelconque à domicile suffit à la PIP comme pièce à conviction.

Les travailleurs des *Minas Canarias*, situées dans le département d'Ayacucho, ont été agressés à maintes reprises par les *sinchis*. Trois d'entre eux sont encore détenus à Ayacucho. Pour cause de guérilla, l'usine est fermée. C'est le seul cas où **Sendero** ait tenté de négocier avec le gouvernement pour que les travailleurs ne pâtissent pas d'une décision qui prend l'allure de représailles. A Ayacucho, la situation est très tendue : un type de 25 ans s'est fait tirer dans le dos, le 15 novembre, pour avoir simplement crié « *Vivre l'Apra!* ». L'impopularité des forces de répression est telle que l'**Apra**, le parti national-populiste, s'est joint à la population de la ville pour réclamer la démission du ministre de l'Intérieur, José Gagliardi.

L'armée interviendra dans les jours qui suivent, mais dans un pays qui se considère occupé, où toute manifestation pro-gouvernementale est assimilée à de la collaboration, y compris dans les familles bourgeoises. Beaucoup ont un fils, un frère ou une sœur dans la guérilla. Du reste, plus personne n'ose afficher une appartenance politique « *droitière* » : à Ayacucho, **Accion popular**, la formation de Belaunde, n'a plus d'existence publique. Idem pour **Izquierda Unida**, le front de la gauche du « *crétinisme parlementaire* », qui n'a cessé de parler des « *fascistes* » de **Sendero** que pour attaquer à présent les « *aventuristes* » et les « *occultistes* ».

Dans tous les pays, les actions se sont multipliées. Plus d'un millier d'opérations ont eu lieu durant les onze premiers mois de 1982. La police a recensé, jusqu'en novembre 1982, 110 morts, policiers pour la plupart, omettant de dénombrer les victimes civiles non tombées au combat.

En Amazonie, à Iquitos, les magasins de la Banque Agraire ont été dynamités. Les murs de Pucallpa, le fief des trafiquants de cocaïne, appellent à la lutte armée. Dans la région de Cuzco, plusieurs actions ont été signalées. Sur l'Altiplano, un autre groupe allié de **Sendero**, **Puka liacta (Patrie rouge)**, a amené des opérations à Puno, Ayaviri et Juliaca. L'implantation dans ces zones pastorales et d'habitat dispersé est difficile, reconnaissent les *senderistas*, mais ils sont patients. Ils veulent, comme à Ayacucho, gagner les communautés, mener la guerre à partir des communautés, aux antipodes du foquisme guévariste qui installait une guérilla formée d'étrangers au *campo*.

Beaucoup de *senderistas* sont des paysans qui cultivent leur *chacra* (parcelle) le jour et combattent la nuit.

## La crise frappe dur

Ces pressions répondent à une stratégie d'ensemble de l'Etat contre les mouvements sociaux, dans un pays où la crise frappe particulièrement dur. La chute de la demande américaine de produits textiles pour cause de protectionnisme et la dégringolade des cours des minerais ont abouti à la fermeture de nombreuses entreprises. Le tout est aggravé par une politique douanière totalement laxiste, menée par le Premier Ministre Manuel Ullos, actionnaire du holding Deltec, lui-même contrôlé par le groupe Rockefeller.

Dans le domaine de l'agriculture, la viande argentine bradée réduit à néant les espoirs de commercialisation des éleveurs de l'Altiplano. Celui de la pêche continue de souffrir du pillage dévastateur des navires-usines japonais et russes qui surexploitent les fonds marins, il y a une décennie encore si poissonneux, du courant froid de Humboldt. Pour la même raison, le commerce du *guano* est en chute libre.

Dans nombre de vallées, les travaux d'irrigation entrepris depuis des siècles par les Incas ont été abandonnés. Au Nord, vers Chimbote, le pays se désertifie à une allure effrénée. L'immense Oriente amazonien est livré au saccage de l'agro-business coordonné par l'Us-Aid (Projet Pichis-Palcazu).

Et cette politique est menée par un gouvernement qui consacre 52 % du budget national au remboursement de la dette extérieure (11 milliards de dollars) et aux dépenses pour la Défense et pour les équipements des forces de répression.

## La justice populaire

La justice de **Sendero** semble parfois contestée : « *Parfois les senderistas tiennent compte de l'avis des comuneros qui leur demandent d'épargner untel ou untel, parfois non* », nous dit un agronome travaillant dans la province de Huancavelica.

Les senderistas s'insurgent lorsque l'on prend prétexte de la mort de quelques vaches lors de la prise d'une hacienda pour leur conférer l'étiquette de « *polpotisme* ». « *C'est pure calomnie de prétendre que nous avons tué ces bovins pour le plaisir. Il vaudrait mieux parler du contexte social de cette hacienda qui a été rachetée par l'Université d'Ayacucho avec ses 300 employés. Cela fait des années qu'il y avait des conflits dans cette entreprise. En 1965, nous avions essayé de la prendre. Cette fois, nous avons voulu nettoyer le terrain* ».

Autre légende, celle du « *narcoterrorisme* ». « *Il est vrai que nous n'avons pas axé, pour l'instant, l'essentiel de nos forces contre les trafiquants de*

*drogue*, nous dit le companero S. *Bien que les « narcos » tiennent indéniablement la selva, nous considérons leur existence comme un épiphénomène du système d'oppression capitaliste que doit subir le peuple péruvien. Je voudrais néanmoins vous faire remarquer que, dans la région de Puerto San Francisco, nous avons fait savoir aux Gardes civils qu'ils devaient s'en aller. Or, ils tiennent à demeurer en place pour continuer de percevoir les bénéfices juteux de leur connivence avec le « narcotráfico ». En un sens, l'apparition de la guérilla leur a donné un prétexte idéal pour ne pas réprimer le trafic de drogue. En un an, ils n'ont pas été capables d'arrêter un seul trafiquant dans la zone la plus prodigue en coca du département. Nous ne tenons pas à disperser nos forces, mais j'aimerais toutefois vous signaler qu'il arrive que nous les punissions. Je pourrais vous citer le cas du propriétaire d'une scierie à Pichari, un village de la Cuenca del valle, que nous avons châtié, moins pour le sale trafic auquel il se livrait que pour le traitement inhumain qu'il imposait à ses ouvriers* ».

## Golpe or not Golpe?

Quant à l'alternative « *Golpe ou pas golpe* », elle n'intéresse absolument pas les senderistas, qui laissent ce genre de question au « *crétinisme parlementaire* » de **Izquierda unida**, qui est la seule à justifier cette hypothèse. Ils ont cependant une idée sur la question. Malgré la décision de Belaunde de faire intervenir l'Armée de terre aux côtés des forces de police dans les trois départements où s'applique l'état d'urgence, ils ne pensent pas que les militaires souhaitent prendre la place de Belaunde.

« *L'armée est partie en 1980 parce qu'elle avait fait la preuve de son incapacité à manœuvrer les luttes populaires. Les amis de Morales Bermudez ont perdu énormément du prestige amassé par Velasco Alvarado. Je ne pense pas que les militaires dans leur ensemble souhaitent assumer le pouvoir dès maintenant. Leur image est encore bien trop ternie. Ils ont tout intérêt à passer pour des sauveurs. Ils attendent que Belaunde ait complètement fait la preuve de son incapacité à gérer la crise* ».

Quelle sera l'incidence de l'intervention de l'armée contre la lutte armée? Il faut tenir compte que l'Armée de terre est essentiellement composée de *cholos*, d'indiens et de métis, de fils de *campesinos* qui, tous, constituent l'immense majorité des habitants du pays. Et **Sendero** a infiltré plusieurs unités.

Quoiqu'il en soit, six jours après la décision de Belaunde de faire intervenir l'armée, les opérations ont repris de plus belle à Huancayo, Huanta et Ayacucho. Dans la seule journée du 3 décembre, plus de 20 bombes ont donné la réponse de **Sendero**...

# Sendero, un mouvement transversal de la société

liser les tenants de culturelle.

tion à l'actuelle di-  
tin est telle que les  
nt tenté à plusieurs  
ire sauter l'ambas-  
Populaire à Lima.  
Pékin la leur rend  
yang, Président du  
it de Chine Popu-  
nné, lors de la vi-  
er. Ministre péru-  
Ulloa, les « actions  
Sendero lumi-  
alement évoqué la  
une intrigue inter-  
die par les parti-  
ande des quatre »  
er l'amitié sino-  
aine. Mais les coo-  
iques de la répres-  
s et yankees, sont  
rain, en particulier  
ndicats où l'un de  
s, Julio Cruzado,  
ire exclure du parti  
a pour ce motif.

Sendero est d'ins-  
rou une « société  
le nouvelle » expli-  
cument théorique  
ns la guerre de  
fusé en mai 1982,  
e renversement, à  
guerre populaire,  
mi-féodal et semi-  
ont Fernando Be-  
est le président.

In novembre 1982,  
a décision ait été  
ntervenir l'Armée  
côtés de la Garde  
nchis, de la Garde  
et de la P.I.P. (la  
ue du régime) dans  
artements déjà ci-  
est entré, selon le  
la guerre popu-

ctobre 1982, Sen-  
varait à ce nouveau  
dans la guerre de  
re l'impérialisme.  
la préparation est  
après les « quatre  
majeures » effec-  
ndero : la création  
type nouveau », la  
de forces armées  
ires, l'augmenta-  
ive et quantitative  
ns et la création de  
rilla.

ovembre, dans la  
ndahuyalas, située  
artement d'Apuri-  
deux cents sende-  
quent le poste de  
umbes et s'empa-  
nes de la Garde ci-  
cette manière que,  
mières opérations  
Q, les combattants  
se sont procuré

## Le qualité tion onnaire

on vient illustrer le  
companioner Sjlvano  
ions rencontré au-  
Actuellement, nous  
train de nettoyer le  
tôt, nous allons pas-  
qualitatif dans l'ac-  
onnaire. Nous som-  
de mettre sur pied  
populaire. Bientôt,  
ns vont entrer en

scène, dotés d'uniformes. La réponse du gouvernement sera l'intervention de l'armée. Nous croyons et nous nous préparons à la victoire, elle sera longue à venir... Nous ne redoutons qu'une seule chose dans les affrontements qui vont survenir : c'est que les militaires n'agissent exactement comme l'ont fait les Yankees au Vietnam et comme ils continuent de le faire au Guatemala, en rasant des villages entiers. Mais, à cela aussi nous devons apprendre à faire face ».

Et Silvano de citer cette phrase en exergue du document « Développons la guerre de guérilla » pour appuyer son propos : « Celui qui ne craint pas de mourir, dépecé en mille morceaux, ose démonter l'empereur ». Alors, comment faire face ?

Un cadre du Parti nous répondra par cette phrase : « Les lois de la révolution péruvienne seront trouvées dans la dynamique même de la révolution. Pour le moment, nous ne les connaissons pas encore. Avant de sauter dans le vide, il faut apprendre à tomber ».

Sendero sait-il tomber ? Il faut chercher la réponse dans sa capacité extraordinaire à frapper et à s'estomper, à se dissoudre. Sendero disparaît dans une région aride, sauvage, accidentée, où 45 % des terres sont des terres hautes au climat froid, où 24 % sont couvertes de glaciers et 18 % de selvas tropicales de la cuvette de l'Apurimac, où 4 % seulement des terres sont cultivées et 2 % irriguées.

Le paysage humain comprend 60 % de ruraux. 70 % de la population travaille dans l'agriculture et l'élevage. L'analphabétisme culmine à 68,5 % des gens en âge d'étudier. Dans la plupart des communautés rurales, il n'y a ni eau courante, ni électricité. A peine un médecin pour 18 000 habitants.

Les conditions naturelles ne suffisent pas à expliquer le phénomène. La misère ici est brute, elle n'a pas nécessairement besoin que soit posé le problème de la possession de la terre : même les « gamonales », les latifundaires traditionnels, n'en voulaient pas, même les « nouveaux gamonales » des Entreprises de Propriété Sociale, dirigées au bénéfice de la caste des administrateurs, n'en veulent pas.

Et pourtant, les senderistas qui ont commencé à s'implanter dans la région par l'Université d'Ayacucho, dans le professorat (leur principal dirigeant, Abimael Guzman, le camarade « Gonzalo » ou « Alvaro » selon les cas, y enseigne la philosophie depuis le début des années 60), ont su faire corps avec la tradition première du lieu multiséculaire : celle de la lutte contre l'envahisseur.

## De Manco Capac à Sendero

Le nom d'Ayacucho, « le coin des morts » en quechua, provient d'une sanglante bataille entre les natifs de cette région,

les montagnards Pokras et Chancas, et les armées de l'Inca Pachacuti Yupanqui, un siècle environ avant l'arrivée des Espagnols. La guérilla contrôle aujourd'hui l'aire comprise entre le rio Pampas et le rio Mantaro, le pays des Chancas.

Plus tard, Pizarre harcelé après la conquête par les soldats rebelles de l'Inca Manco Capac, fonde sur le site d'Ayacucho la ville de Huamanga pour maintenir la route entre Lima et Cuzco ouverte. Une provocation.

Quoiqu'il en paraisse, bien des exécutions de personnes soupçonnées d'intelligence avec le pouvoir de Lima sont comprises par une population qui se souvient des durs châtements que Manco Capac infligeait à ceux qui traitaient avec l'ennemi. Comment ne pas saisir la filiation entre cet antagonisme terrible des natifs pour l'étranger dominateur qui se re-

nouvela avec la plus sérieuse des insurrections indiennes au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous la houlette de Tupac Amaru II, et la haine de l'homme de la sierra pour ces flics de la côte devant lesquels se ferme le rideau du langage ?

C'est à Ayacucho, en 1824, que fut proclamée l'indépendance du Pérou après la défaite de la dernière des armées espagnoles, et c'est encore d'Ayacucho que partit la résistance populaire devant l'envahisseur chilien à partir de 1879.

Même si les senderistes rejettent le passéisme pro-incanique, il est certain qu'ils ont su bénéficier de ces traditions de lutte.

Durant vingt ans d'immersion progressive, Abimael Guzman et ses camarades ont eu le temps de traduire le mythe incaïque du « pachacuti » (le renversement, le monde d'en-haut prenant la place du monde d'en-bas, et inversement) en révolu-

tion paysanne. Dès 1963, Sendero désigna du doigt les envahisseurs : les « peace corps » yankees furent expulsés d'Ayacucho aux cris de « corps de la paix : corps de la guerre ».

## Le 17 mai 1980

A partir de ce moment, Sendero n'a plus cessé de prêcher ouvertement la lutte armée comme seule méthode de renversement des régimes qui se sont succédé au Pérou. Développer la guerre de guérilla de la campagne à la ville, faire adopter ce mot d'ordre par le paysan andin, furent ses principales tâches.

Abimael Guzman, d'autres enseignants, des élèves, des collégiens même, disparurent les uns après les autres. Sendero ressurgit brutalement le 17 mai 1980 pour donner le signal du soulèvement le jour des élections législatives, en volant des urnes électorales et en dynamitant des commissariats. Cette action fut le point de départ de la lutte armée, qui culmina le 2 mars 1982 avec la libération de 300 prisonniers incarcérés à Ayacucho.

Le terrain était préparé jusque dans la ville elle-même : « L'attaque du Cras (Ayacucho) n'aurait jamais pu se faire sans l'appui moral et même physique de la population. Les gens sont sortis dans les rues pour crier des mots d'ordre à visage découvert », raconte le camarade Eleuterio.

La force actuelle de Sendero ne tient pas seulement à l'appréciation du poids du paysan dans l'économie et la démographie péruvienne. La jeunesse de ses militants et leur origine paysanne ? Maints coups de main les attestent. Le 15 septembre 1982, quatre encapuchonnés arrêtèrent un autobus sur une route aux abords d'Ayacucho pour distribuer des tracts. Parmi les voyageurs, quatre Gardes républicains en civil. Ils tirent et tuent l'un des militants, âgé de 16 ans. Ils en blessent un autre, âgé de 17 ans. Une troisième « complice », de 20 ans, est arrêtée. Lors de l'attaque du Cras d'Ayacucho, les flics blesseront quatre assaillants qui seront transportés à l'hôpital de la ville. Trois d'entre eux y seront massacrés dans leur lit. Tous avaient moins de 20 ans. L'une des dirigeantes de l'organisation, Edith Lagos, la « Comandante Dos », est morte à l'âge de 20 ans, éventrée à coups de baïonnette après avoir été capturée. 15 000 personnes viendront à son enterrement.

Depuis, Sendero a multiplié les actions de propagande en direction de la jeunesse des collèges. Citons-en deux. En septembre 1982, à quelques jours d'intervalle, des senderistes entrent dans deux collèges de Surquillo, un quartier populaire de la capitale, afin de distribuer aux élèves des tracts appelant à la lutte armée. Un mois plus tard, toujours à Ayacucho, un groupe de 17 senderistes commandé par une femme occupe une

école secondaire. Les étudiants sont rassemblés dans la cour, on leur demande d'observer une minute de silence en hommage à « l'héroïne révolutionnaire » Edith Lagos.

## Le paysan qui n'achète pas le journal

Mouvement transversal de la société péruvienne, Sendero a une certaine implantation dans la classe ouvrière où son syndicat, le MOCT, le Mouvement ouvrier de classe des travailleurs, fait de la propagande par l'exemple. C'est ainsi que des commandos de Sendero ont incendié des entrepôts de la Fiat et de Toyota à Lima, en menaçant les directions de sanctions plus sévères s'il n'était pas donné satisfaction aux revendications des travailleurs.

Toutes les actions ne sont pas revendiquées. « Quel besoin avons-nous de revendiquer nos actions ? Nous menons une lutte réelle contre le capitalisme, pas une guerre de petits-bourgeois narcissiques. Notre interlocuteur est d'abord le paysan qui n'achète pas le journal », nous déclarera le camarade Silvano.

Il est surprenant de constater comme beaucoup de communautés ont épousé la cause de Sendero dans ces étendues sans communications où les rares routes sont bloquées par d'immenses pierres. Ainsi, la communauté de San José de Sucre a convenu en conseil de donner aux « visiteurs senderistes » le gîte et le couvert, en échange de quoi les visiteurs devront s'acquitter des tâches communales.

## Sendero nettoie le terrain

Dans le village de Cayara, le maire raconte : « Il y a quatre mois, une cinquantaine d'encapuchonnés sont arrivés dans la communauté. Ils ont exigé la démission des autorités. Celles-ci ont prévenu la sous-préfecture de Huancapi. Quelques jours après, les senderistas sont revenus. Ils ont tué le gouverneur Zenon Palomino Suarez et ils ont laissé un drapeau rouge avec cette inscription : « celui qui retire ce drapeau sera tué ». Ils s'en allèrent. Les sinchis, lorsqu'ils arrivèrent, violèrent les domiciles, les saccageant, arrêtant des communeros qu'ils emmenèrent. Ils s'installèrent à la mairie et, y trouvant le drapeau rouge, m'accusèrent d'être communiste pour l'avoir gardé. Ils ont volé mon argent. J'ai voulu faire acte de courage et on m'a récompensé comme cela. Je vais démissionner moi aussi ! »

A Chuschi, à Cayara, un gouverneur et un juge de paix ont démissionné. A Colca, le maire a également démissionné. Sendero nettoie le terrain, laissant un mois de préavis aux autorités.

Jusqu'à présent, la réponse du pouvoir est restée aveugle. Toute revendication sociale est

systématiquement « terrorisme ». un jeune dirigeant paysan CCP a sept jours à Ayacucho, accablé de matériel subverti. Dans les éléments d'Ayacucho et Apurimac du reste, le fait écrit marxiste qu'un milice suffit à pièce à conviction.

Les travailleurs de Canarias, située à l'est d'Ayacucho, ont été agressés à mai les sinchis. Ils sont encore décho. Pour causer l'usine est fermée cas où Sendero gocier avec le pour que les tristes pas d'prendre l'allure d'Ayacucho, la s tendue : un type fait tirer dans le vembre, pour a crié « Vive l'Ap larité des force est telle que national-populi la population de clamer la démi de l'Intérieur, Jc

L'armée inte jours qui suivent pays qui se co où toute mar gouvernements à de la collabor dans les famili Beaucoup ont u une sœur dans reste, plus pers cher une appar « droitière » à cion popular. Belaunde, n'a publique. Idem Unida, le front « crétinisme pa n'a cessé de pa tes » de Sende quer à présent tes » et les « oc

Dans tous les se sont multipl millier d'opéra durant les onz de 1982. La p jusqu'en nove morts, policiers omettant de dé mes civiles n combat.

En Amazoni magasins de la ont été dynami Pucallpa, le fie de cocaïne, ap armée. Dans Cuzco, plusieurs signalées. Sur tre groupe all Puka liacta (l amené des op Ayaviri et Juliac dans ces zon d'habitat disp reconnaissent mais ils sont pa comme à Ayac communautés, à partir des co antipodes du riste qui insta formée d'étran



## Le Pérou

Le Pérou a 13 millions d'habitants, dont 45 % ont moins de 15 ans. La langue officielle est l'espagnol, mais 2,5 millions de personnes parlent le quechua et l'aymara.

La population active se répartit comme suit : 47 % dans l'agriculture, 16 % dans l'industrie, 3 % dans les mines et 34 % dans les services. Le total est estimé à 4,6 millions de personnes. Le revenu par tête est de 500 dollars.

Le Pérou est le cinquième producteur mon-

dial de fer. Il produit 700 000 tonnes d'acier par an, 213 000 tonnes de cuivre, 400 000 000 tonnes de pétrole et 400 000 tonnes de farine de poisson, de sucre, de coton, riz, maïs. Le Pérou pêche entre 4 et 14 millions de tonnes de poisson par an.

La mortalité infantile est l'une des plus élevées d'Amérique Latine. 400 000 enfants subissent des retards mentaux à cause de la malnutrition. Plus d'un tiers des Péruviens est analphabète.

# Interview d'un dirigeant de Sendero Luminoso

**Q**uel fut l'objectif de « l'apagon » (1) du jeudi 19 juillet 82?

Faire baisser la pression des forces répressives dans la campagne, les immobiliser dans la capitale afin de passer à une nouvelle étape de la lutte : la guérilla dans les campagnes. Pour nous, en ce moment, les actions dans les villes sont principalement un appui aux guérillas paysannes. Maintenant, la guerre de guérilla en zone rurale passe à un niveau plus élevé. Ces « apagon » pourraient être, si nous le désirions, plus importants et plus longs.

**Alors pourquoi ne le faites-vous pas ?**

Nous luttons sur un plan stratégique et tactique. Le camarade Gonzalo nous a enseigné avec intelligence qu'il faut tenir compte du problème de dosage, savoir mettre des limites, lutter avec raison sans se surpasser. Il est important pour nous de conserver nos forces, de les accumuler ; de plus, l'opinion publique nous intéresse.

**Croyez-vous que l'opinion publique peut être d'accord avec ces actions « terroristes » ?**

Ce ne sont pas des actions terroristes. Nous ne faisons pas de terrorisme. Il s'agit d'actes de sabotage qui, au début de la guerre révolutionnaire prolongée, constituent des parties d'une grande bataille. Ils font partie des nombreuses actions ayant une unité stratégique. Maintenant, comprenez-moi bien, lorsque nous parlons de notre relation à l'opinion publique, nous visons à ceci :

- à ce que le peuple sente que ce gouvernement non seulement lui amène plus de famine et de misère, mais qu'il est aussi incapable de lui donner une sécurité ;

- à ce que le peuple s'aperçoive de la naissance et du développement d'un nouveau pouvoir, qui est le pouvoir même du peuple, dans lequel les travailleurs doivent avoir confiance et non dans le pouvoir corrompu du démagogue Belaunde ;

- à ce qu'il doit se creuser un fossé infranchissable entre l'appareil bourgeois et les masses.

**Mais il est absurde de penser que les gens vont croire en vous si vous mutilez et tuez des paysans comme dans la région d'Ayacucho ?**

Ceci est le plus vil et le plus grand des mensonges du gouvernement bourgeois, de ses alliés et de ses laquais. Nous ne torturons, ni n'assassinons. Dans le fracas du combat, de chaque côté, beaucoup peuvent tomber. Mais nous respectons les lois de la guerre, donc les prisonniers. Ce que ne font pas



A Ayacucho, un membre des « Sinchis », patrouille spécialement entraînée pour lutter contre la guérilla

les *Guardia* qui ont assassiné trois des nôtres, alors qu'ils étaient blessés et prisonniers. Et je demande « où sont les assassins » ?

**Maintenant je voudrais que tu me parles des origines du « Sentier lumineux » :**

Nous pouvons remonter en 1963, lorsque le Parti Communiste du Pérou *Bandera Roja* (Drapeau rouge) d'Ayacucho réussit pour la première fois au monde à faire partir les agents yankees du Corps de Paix. Depuis, notre base militante est orientée sur le secteur paysan.

Il y a une campagne intense d'éducation et de formation de cadres parmi les étudiants et les lycéens. Nous formons la « Fédération de Barriadas » liée aux masses pauvres de la ville d'Huamanga. En 1964, nous commençons le travail militaire. Sous l'autorité du Comité central, deux commandements sont créés, l'un militaire, l'autre politique. A ce moment, une lutte eut lieu entre les cadres formés à Cuba et ceux formés en Chine. C'est pour cela que le Parti formera ses propres cadres. De 1965 à 1968, on travaille à Lima et ailleurs. Le camarade Gonzalo voyage continuellement. En 1969, le développement de la conscience du peuple à Huanta et Ayacucho constitue le bastion du Parti. Fin 1969, une grande réunion paysanne a eu lieu. Le camarade Gonzalo y expose sa thèse sur la loi agraire. Radicaliser la réforme agraire et avancer dans deux directions : la prise des terres et l'organisation. Dès 1976, plusieurs congrès ont lieu afin de faire évoluer et de rectifier la préparation du Parti à la mise en œuvre de la lutte armée. Jusqu'à ce que le camarade Gonzalo donne l'ordre de lancer la première lutte armée le 15 avril 80, en développant un schéma de lutte de la campagne vers la ville. Dans tout le pays, nos détachements reçoivent

alors les mots clefs : « *pocas cosechas* ».

**Pourquoi parler de première lutte armée ? Y en a-t-il eu plusieurs ?**

Oui, la première lutte armée correspond à la période pré-insurrectionnelle, à la préparation pour le début de l'insurrection de mai 1980 jusqu'à la fin 1981. Ce fut une étape de la grande victoire populaire qui démontra la justesse de la direction du camarade Gonzalo et du parti. Maintenant, nous sommes entrés dans la seconde lutte armée, début de la période insurrectionnelle. Cette seconde période, nous l'avons divisée en trois moments : 1) Jusqu'en décembre 81 pour faire bouger la campagne et préparer les zones de lutte de la guérilla. 2) En janvier et février 82, pour obtenir des armes et des moyens et implanter l'organisation dans les villes. 3) Frapper et vaincre l'ennemi, le pouvoir local, établir à la campagne des bases d'appui d'un type nouveau. Nous y sommes déjà et avons obtenu de grandes victoires. En voilà les preuves : la libération de nos prisonniers et la prise du poste de police de Vilcashuaman : le 22 août 1982, 200 militants ont pris la ville d'assaut après avoir neutralisé la Garde et détruit le commissariat, 6 policiers furent exécutés. Après une réunion, les assaillants distribuèrent de la nourriture réquisitionnée dans les magasins de la ville. Les forces de l'ordre reprirent la ville plus de 10 heures après.

Nous avons obtenu 4 victoires :

- Nous avons parfait notre efficacité militaire ;
- Nous avons développé des actions toujours plus fortes ;
- Nous avons fait que les guérillas soient enracinées ;
- Nous avons construit un sanctuaire pour les camarades poursuivis par la répression.

**Enraciné signifie avoir l'appui de la population ?**

Oui, entre autre. L'appui des paysans est déjà un fait, il lui manque plus d'organisation et de consistance. Il faut aussi élever leur conscience politique. Aurions-nous pris Vilcashuaman sans appui ? Aurions-nous fait des actions sans appui ? Les paysans connaissent le terrain comme les doigts de la main. Y en a-t-il un seul qui indique notre retraite aux « *sinchis* » ?

Nos actions se basent sur les masses, nous ne faisons pas de « *foquisme* ». Et maintenant, je veux apporter un démenti à une calomnie. Il n'y a pas d'étranger parmi nous et il y a le moins possible de déplacements de nos combattants d'une zone à l'autre. Chaque combattant lutte dans sa zone avec ses frères. Notre objectif est la formation de grandes unités de combat. Pour cela, dans certaines actions, nous faisons participer la population comme milice. Vous croyez que les deux cents personnes qui participèrent à l'action de Vilcashuaman étaient des guérilleros ? Il y avait plus de miliciens que de guérilleros !

**Ce que vous dites sur les miliciens me paraît intéressant.**

Militairement, nous sommes organisés en un Commando Unifié, des compagnies, des détachements, des pelotons, des milices et des cellules.

**Le Commando Unifié : cela signifie qu'il y a des représentants d'autres partis ?**

Non, en aucune manière. « *Unifié* » parce qu'il encadre toutes nos unités. La responsabilité de la Lutte Armée revient à notre parti et à la direction du camarade Gonzalo qui, par sa pensée, a synthétisé les milliers de luttes des pauvres et des exploités.

**Il y a des spécialistes ?**

En tout. En démolition, en électronique, en radio, en médecine, etc. Tous formés ici, au Pérou, par le Parti. Maintenant, il est temps d'en finir avec cette autre calomnie, selon laquelle nous sommes financés par l'étranger. Nous faisons des expropriations et nous comptons sur l'appui volontaire du peuple.

**Combien de temps cela durera-t-il ?**

Cette seconde lutte armée pourra durer un an. Nous avons calculé que la guerre populaire terminera sa marche victorieuse vers l'an 2 000.

**Et si l'armée intervient ?**

Nous sommes prêts à cette éventualité. Bien sûr, c'est un avantage qu'elle n'intervienne pas. Ils envoient de la chair à canon et des enfants peureux, nous faisons tout pour qu'ils n'interviennent pas. C'est pour cela que nous n'attaquons pas d'objectifs militaires. La guérilla du MIR dura un mois et l'armée intervint tout de suite contre eux. Contre nous, pas une seule attaque en deux ans.

Maintenant s'ils le font, et ils le feront, nos méthodes de combat changeront radicalement, qualitativement : se dérober, surprendre, faire baisser la pression, multiplier par mille nos actions dans tout le pays. Nous y sommes prêts. A ce moment-là, nous aurons le contrôle d'au moins 5 provinces. Et là, tous, jusqu'aux enfants, seront éduqués selon la pensée du camarade Gonzalo.

(NDT : Il faut signaler que depuis cet entretien l'armée est intervenue dans tout le pays, pour essayer d'enrayer le développement de la guérilla.)

**Quel rapport avez-vous avec l'Union de la Gauche. Y a-t-il une possibilité d'alliance ?**

Nous ne perdons pas de temps avec eux. Les masses qu'ils influencent suivront. Les dirigeants sont des traîtres et nous les traiterons comme des traîtres. ■

(1) Le jeudi 10 août, dans la province de Lima, le « *Sendero Luminoso* » détruit 4 transformateurs et attaque la principale centrale électrique de la région. Plusieurs commandos attaquent divers bâtiments officiels et commerciaux dans la capitale même (Ministère de l'économie, Palais de justice, supermarchés, Marché Central, etc.).

Le gouvernement péruvien se réunit le lendemain décrète l'état d'urgence dans les provinces de Lima et de Callao. Le même jour, les guérilleros exécutent 4 délégués à Ancash et détruisent le principal magasin d'Ayacucho. Le 22 août le Chef de la Défense Nationale annonce que l'Armée est prête à remplacer la police si la nécessité se précise. Ce que ne savait pas ce ministre, c'est qu'au même moment une centaine de militants révolutionnaires occupaient une importante ville de la province d'Ayacucho.

En deux mois, les combats firent 64 victimes dont 6 guérilleros, plus de 100 actions furent menées à bien : trois villes furent occupées pendant plusieurs heures, un maire, un gouverneur, un sous-gouverneur, le dirigeant d'un parti et dix délégués furent exécutés.

## La guerre de classe ne se négocie pas, elle se gagne

Suite de la page 6

siphe qui, maintenant, se pousse lui-même en guise de pierre (ébauche de monument équestre) sur la pente. Immobiliste est celui qui attend que l'Histoire lui donne raison, au moins pour le moment, afin de pouvoir recommencer à infliger aux autres des arguments, désormais classés, qui lui permette de recommencer pour quelques années encore.

Leur jugement sur les années au cours desquelles ils ont eux-mêmes pratiqué la Lutte Armée est rapide et expéditif comme tant d'autres. Il est intéressant de voir comment les erreurs (les leurs, mais aussi celles des autres) deviennent une catastrophe totale, et, pour s'en libérer, ils décident de se laisser glisser, de se mettre à la disposition des masses.

A ce propos, et en laissant pour l'instant de côté le document du procès de PL à Turin, que nous nous promettons d'approfondir prochainement, nous voudrions par contre nous arrêter un moment sur l'expression « *Mouvement* », sur ce qu'elle signifie, sur la manière dont on en use et abuse.

Cela pour une raison essentielle : trop souvent l'usage de certains termes sert à couvrir les carences, ou pire encore, la duplicité, de ceux qui l'utilisent.

Très facilement, le « *Mouvement* » est entendu comme comprenant tout, à savoir que mouvements de masse et mouvement révolutionnaire ne font plus qu'un. Mais, nous estimons que s'exprimer de cette manière signifie en réalité applanir, en les mettant tous sur le même plan, des phénomènes différents qui n'ont pas les mêmes caractères, valeurs et finalités.

On ne peut pas confondre la réalité des mouvements de masse qui, quoiqu'importants, en partant de besoins spécifiques, expriment actuellement un certain niveau d'opposition. Ce serait une falsification de la réalité de présenter, par exemple, le mouvement pour la paix comme représentatif

d'un niveau de conscience révolutionnaire déjà acquis.

En soi, en l'état présent, les mouvements de masse représentent une opposition réelle très importante aux projets de la bourgeoisie, mais, en ne saisissant pas l'essence générale de l'affrontement, ils n'affirment pas encore la nécessité du parcours révolutionnaire pour la résolution de la contradiction principale entre Bourgeoisie Impérialiste et Prolétariat Métropolitain, sans lequel il est impossible de penser résoudre les problèmes spécifiques générateurs des mouvements de masses eux-mêmes.

Mais, les mouvements de masse n'y parviennent pas d'eux-mêmes, à travers une croissance spontanée et graduelle. Le terme fondamental se trouve dans la dialectique entre mouvement révolutionnaire et classe, entre mouvement révolutionnaire et mouvements de masse, qui doit conformer le processus de construction du Parti.

Tenir compte du niveau de conscience réel exprimé par la classe dans les différentes phases signifie être présents comme **corps politique interne à la classe**, signifie être présents dans le débat en cours à l'intérieur de la classe et des mouvements de masse, signifie ne pas partir par la tangente en courant après un secteur particulier qui peut être à l'attaque à un moment donné, en déterminant toute la pratique du mouvement révolutionnaire à partir de celui-ci.

Nous savons fort bien qu'à l'intérieur des mouvements de masse, comme à l'intérieur du prolétariat métropolitain, œuvrent et agissent les poussées et les conditionnements les plus divers, nous savons fort bien que les contenus de certaines luttes de masse ne sont sûrement pas parmi les plus avancés. Mais l'on ne peut pas pour autant accepter une position extérieure de critique de l'arrière qui tend en définitive à ne pas prendre en compte l'importance réelle des mouvements de masse et la fonction du Prolétariat Métropolitain à l'intérieur de ceux-ci.

Cela ne doit pas signifier diluer et noyer les instances révolutionnaires à l'intérieur des mouvements de masse, parce que cela se traduirait sur le terrain pratique en un refus de la fonction de stimulation/direction qui doit être celle du mouvement révolutionnaire et du Parti.

Le processus de construction du Parti passe à travers la définition/mise en œuvre du programme révolutionnaire, à partir des expressions du prolétariat métropolitain dans la phase actuelle et dans la perspective des tâches futures.

Nous ne pensons pas que l'on puisse éluder le problème du rapport dialectique entre mouvement révolutionnaire et organismes de masse en tant qu'expression immédiate de la classe. **La croissance politique des mouvements de masse est liée à l'affirmation du point de vue de classe à l'intérieur de ceux-ci**, si nous reconnaissons que l'une des erreurs passées a été constituée par l'absence de dialectique entre organisation et classe, où l'on a privilégié des secteurs dont on estimait qu'ils étaient plus avancés. Cela dans une logique qui, au lieu de mener à la recomposition de la classe, produisait l'effet contraire. La reprise du mouvement révolutionnaire doit donc être marquée par un **travail de reconduction du particulier au général** et par une vérification constante des positions dans la classe.

Faire la clarté à tout moment sur ce qu'est la véritable intensification de la bourgeoisie et en l'attaquant donc sur celle-ci.

Comme, en ce moment, sur le problème des troupes au Liban et des missiles à Comiso, cela vise à la préparation de cette guerre impérialiste qui s'approche toujours plus rapidement et à la restructuration économique-politique-sociale qui vise à la même manière de résoudre la crise, et montre comment il n'est ni suffisant ni possible de se limiter aux protestations et aux manifestations pour la paix.

Attaquer les centres de la restructuration, relancer la lutte contre les licenciements et le chômage, démasquer continuellement les projets de guerre, propager et affirmer le refus des prolétaires d'aller se faire massacrer au Liban ou n'importe où ailleurs pour les intérêts de la bourgeoisie qui, en particulier, sont ceux de l'extermination de la résistance armée palestinienne et libanaise et sûrement pas ceux de la paix, ou mieux, de leur paix que nous devons refuser : la paix bourgeoise, pour le prolétariat, ne signifie que mort et augmentation de l'exploitation.

L'unique perspective de paix pour le prolétariat, aujourd'hui comme hier, passe à travers le renversement de l'Etat bourgeois et l'instauration de la Dictature Prolétarienne.

Faire un bilan critique des expériences passées, mais sans remise à zéro d'aucun genre, est fondamental pour la reprise du mouvement révolutionnaire.

Nous estimons que **la stratégie de la Lutte Armée pour le Communisme est encore valide et actuelle**. La construction du projet révolutionnaire et du Parti ne se réalisent pas en éliminant en bloc les présupposés qui ont nourri le mouvement révolutionnaire au cours de ces années.

Il faut sortir des étroites limites nationales par l'affirmation **réelle** de l'internationalisme prolétarien. La bourgeoisie a des centres de direction supranationaux, le prolétariat doit construire les siens. Il faut continuellement lier les luttes du prolétariat mondial. Les erreurs et les déviations des Internationales passées ne nous dispensent absolument pas de la tâche de construire un **centre de direction communiste internationale**.

Ceux qui, aujourd'hui, consciemment ou non, propagent la fin, la défaite et la clôture de la Lutte Armée pour le Communisme, travaillent pour la bourgeoisie en lui permettant de clôturer la contradiction majeure à laquelle elle devait faire face, en lui permettant de pacifier, au moins momentanément, la société, afin de pouvoir procéder de manière plus expéditive à la résolution des autres problèmes, jusqu'à la guerre.

L'unique manière de bloquer le déclenchement de la Troisième guerre impérialiste se trouve dans la reprise du Mouvement Révolutionnaire.

Cela ne signifie clairement pas que le Mouvement Révolutionnaire soit aujourd'hui entièrement aligné sur les mêmes positions et sur le même projet, aussi parce que ce dernier n'est pas aujourd'hui encore clairement défini, mais nous pouvons dire qu'il est en construction. Et tous savent que le processus de définition est un parcours long et difficile dans le cours duquel des positions différentes se rencontrent et s'affrontent, des déviations sont battues et d'autres se présentent sur la scène, d'ex-révolutionnaires deviennent des « *nouveaux philosophes* », de « *nouvelles théories* » croissent et se multiplient. Ce n'est certainement pas cela qui peut arrêter la révolution prolétarienne, mais cela peut la faire se débâter et dévier, cela peut la retarder même de beaucoup.

La tâche des communistes est d'interdire que cela n'ait lieu. La critique serrée des positions de reddition, du subjectivisme et de l'idéalisme sont absolument indispensables, tout autant qu'un débat franc et honnête, qu'une confrontation réelle à partir des tâches actuelles des communistes qui, seule, peut mener à un moment d'unité véritable et non fictive.

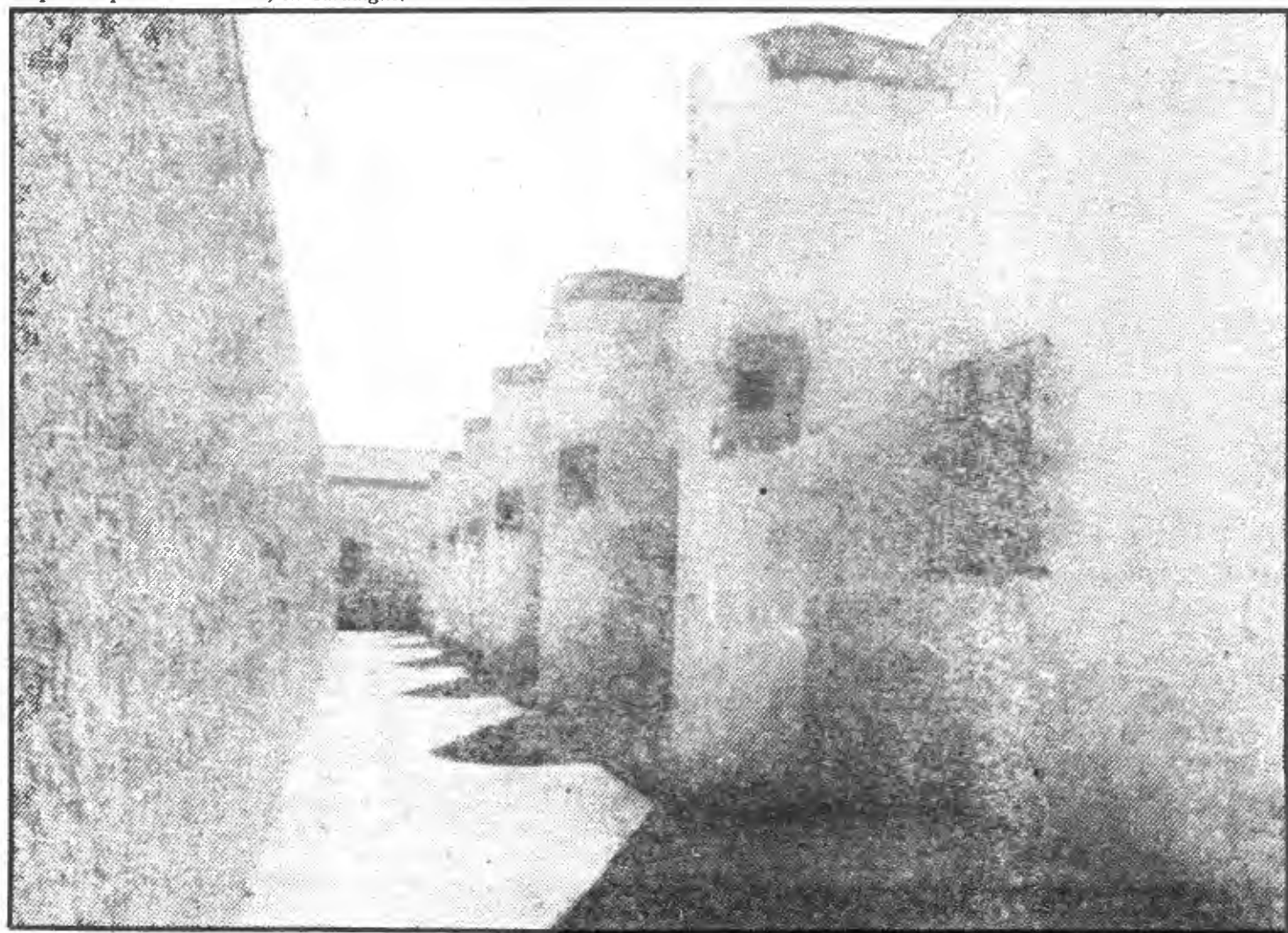
Nous pensons qu'un alignement générique sur telle ou telle position ne servirait pas au Mouvement Révolutionnaire.

Chaque camarade, chaque communiste, chaque révolutionnaire doit participer au débat collectif. Ce n'est que comme cela qu'il peut y avoir un réel moment de croissance, qui redonne clarté d'intentions au Mouvement Révolutionnaire et à la classe en général.

Novembre 1983,  
quelques camarades italiens  
en France

(1) Les « 61 » sont des militants touchés par la première vague de licenciements politiques de masse contre les avant-gardes internes à la Fiat de Turin, en 1978. Le prétexte à cette offensive patronale était que ces camarades entretenaient dans l'usine « un climat de tension et de violence » qui la rendait « ingouvernable » et soutenaient, bien entendu, le « terrorisme ». Cette décapitation des avant-gardes internes, enracinées à la Fiat depuis les luttes de 1973 qui avaient vu la naissance du « Parti informel de Mirafiori », explique en partie l'importante défaite subie à l'automne 1980 par la classe ouvrière Fiat, lorsque Agnelli, l'Etat et les syndicats firent passer 23000 licenciements malgré une réelle rébellion ouvrière.

(2) Le « *favoreggiamento* » est une notion de droit bourgeois italien qui permet d'emprisonner durablement toute personne soupçonnée de « favoriser » par ses idées, ses paroles ou ses actes, toute forme d'activité « terroriste ».



La prison spéciale d'Asinara, en Sardaigne.

# Lutter pour le regroupement des prisonniers de la guérilla et de la résistance en RFA

Ceci est une introduction à la lettre de Christian Klar précisant le pourquoi du combat pour le regroupement, et à la déclaration faite par Inge Krobs à son procès et analysant et développant les positions de la Résistance.

C'est parce que l'Etat allemand craint que de plus en plus d'individus comprennent les causes de la crise du système et qu'ils en tirent les conséquences en développant la résistance, le combat révolutionnaire, qu'il intensifie depuis les années 1980 la construction des prisons et de Q.H.S. pour tenter d'éliminer toute opposition radicale.

Peu après l'arrestation d'Adelheit Schulz et de Brigitte Monhaupt, sous le sceau du secret, une razzia générale a été opérée dans les cellules des prisonniers. Razzia au cours de laquelle *de facto*, l'Etat a remis en pratique la loi interdisant tout contact d'une part entre les prisonniers et d'autre part entre ceux-ci et l'extérieur (camarades, parents, avocats), tout en usant de son droit de propriété contre les prisonniers physiquement brutalisés.

Le 8 avril 1983, le BKA (police fédérale) a organisé à nouveau une razzia dans les cellules de 32 prisonniers ainsi que — dans le même temps puis plus tard — des perquisitions chez des camarades à Stuttgart, Francfort... et au bureau d'information à Hambourg. Le motif de cette action répressive était la construction d'un nouveau « délit existant de fait » (*Straftatbestand*), ceci permettant de couvrir d'un voile de légalité étatique l'intensification de la répression en prison tout en renforçant la répression dehors. Les « preuves » de ce délit furent... les kilos de matériel saisis lors des razzias sur le débat autour de la revendication de regroupement posée par les prisonniers et se composant d'articles de journaux, de lettres censurées etc. Les 32 prisonniers et des gens de l'extérieur furent inculpés d'avoir mis sur pied un système d'information illégal ainsi qu'une nouvelle « association terroriste » : celle qui débat de regroupement.

Toujours après, en pleine rue, une camarade de Francfort était arrêtée. Inge Krobs appartient à la résistance anti-impérialiste qui combat depuis des années avec les prisonniers, leur écrit, leur rend visite. La déclaration (reproduite ci-après) est une réponse directe à son inculpation et démontre ce à quoi l'Etat s'attaque et pourquoi il l'a condamnée à deux ans et demi de prison. L'inculpation construite de toute pièce de « système d'information illégal » a comme conséquence pratique, en plus de la criminalisation, la saisie ou l'intégration au dossier de procédure, en tant que preuves, des lettres et des journaux, l'interruption ou l'interdiction des visites bloquant tout débat sur le « mouvement pacifiste », sur la campagne de blocages des trains de munitions, sur la campagne contre la construction de la piste d'envol Ouest à l'aéroport de Francfort et qui devait servir essentiellement aux fins militaires américaines, sur Krefels (manifestations et incidents importants qui ont eu lieu lors de la visite du vice-président américain Bush). Autant d'initiatives ayant eu lieu en Allemagne et qui sont sujets interdits aux prisonniers par l'Etat.

Lors des procès contre le combat et la résistance révolutionnaires, des examens médicaux sont effectués et des expertises psychiatriques sont établies. Cette tentative

de psychiatrisation qui tente de faire apparaître la résistance comme quelque chose de fou et de désespéré a déjà été tenté contre Ulrike Meinhof, Siegfried Haag et contre Helga Roos et, actuellement, bien sûr, contre Adelheit Schulz et Rolf Clemens Wagner, dont le procès a débuté le 11 octobre 1983.

Les tentatives de bloquer toute défense politique sont menées avec tout autant de persévérance. Cela a commencé il y a plusieurs années par l'introduction du paragraphe 146 interdisant à un avocat de défendre plusieurs personnes tombant sur le coup de la même inculpation. Ce qui signifie qu'il est de plus en plus difficile de trouver suffisamment d'avocats pouvant plaider lors des

procès qui se multiplient contre la résistance. Depuis, pour les procès relevant de la Sûreté de l'Etat, il est obligatoire d'avoir des avocats commis d'office qui sont désignés consciemment parmi ceux qui n'ont pas la confiance de l'inculpé. Ce sont souvent des ennemis politiques, comme dans le procès contre Sieglinde Hoffman dont l'avocat commis d'office était un ami notoire des fascistes.

Un autre moyen, c'est de morceler les procès. Ainsi, pour Adelheit Schultz, Brigitte Monhaupt, Christian Klar et Rolf Clemens Wagner, tous quatre inculpés pour les mêmes actions, la procédure a été divisée en deux procès. Jusqu'à présent, les quatre prisonniers n'ont pu préparer collectivement leur procès du fait de cette sépara-

tion à laquelle s'ajoute l'interruption par la censure de tout contact par lettre. Ce que le Procureur veut empêcher par tous les moyens, c'est un procès mené politiquement par les quatre accusés mobilisant l'opinion publique par ce qu'ils ont à dire.

Cette intensification de la répression et spécifiquement la construction de « système d'information illégal » est en marche depuis que les prisonniers de la RAF et de la résistance revendiquent leur regroupement. Ces mesures relèvent d'une démarche concrète de la Sûreté de l'Etat allemande pour étouffer les prisonniers dans un vide politique. Car, pour les prisonniers, les lettres, le matériel d'information et les visites sont les seules possibilités de débat humain et politique. En tentant de couper les derniers liens relationnels des prisonniers, entre eux comme avec l'extérieur, l'Etat allemand s'attaque directement à leur identité et à leur vie. Cela signifie qu'aujourd'hui personne ne doit connaître l'existence, les conditions de détention, les désirs et les revendications des prisonniers ni en parler. Le seul fait d'en débattre conduit à tomber sous le coup d'un mandat d'arrêt.

*« En même temps, cette stratégie vise tous les individus qui organisent ici la résistance contre l'oppression et les préparatifs de guerre. Le but est que notre peur des méthodes d'oppression, la torture par l'isolement et la prison devienne si grande que nous ne puissions avoir le courage et la volonté nécessaires à notre combat. Lors des trois dernières années, notre combat et notre résistance se sont répandus en devenant encore plus offensifs et précis. »*

A Krefeld par exemple, les différentes actions des groupes autonomes anti-impérialistes, initiatives indépendantes pour la paix, empêchèrent que la propagande pour la paix, organisée par l'association « amitié américano-allemande » puisse être menée à bien. Krefeld n'est pas devenu le symbole de cette propagande pour la guerre, mais celui de la résistance.

*« Nous sommes encore plus conscients d'être confrontés à un ennemi commun et nous avons en partie rompu les séparations établies entre les différents mouvements et moments de résistance. C'est à cela que l'Etat a répondu par toute une panoplie de mesures répressives : cela va de la criminalisation de la presse de gauche et anti-impérialiste en passant par la limitation du droit de manifester, l'armement des flics (balles en caoutchouc), la pratique systématique du contrôle d'identité jusqu'à l'intensification de la répression en prison. »*

*« Nous voulons que le combat pour le regroupement, notre solidarité avec tous les prisonniers politiques deviennent un point central dans notre combat pour la libération afin que la prison ne devienne pas le trou noir où l'on tombe perdant tout rapport avec le mouvement, le combat et la vie extérieure. »*

*« Si les murs de la prison ne peuvent nous séparer, nous sommes plus nombreux et aussi, cela nous donne plus de courage et d'espoir si le combat commun continue en prison. »*

En fait, ce que l'Etat combat et essaye de détruire à travers la pratique de la RAF et de la résistance en les isolant et en tentant de les détruire (éliminer), c'est la perception et l'anticipation de la réalité que celles-ci développent par leur combat en amenant le mouvement à dépasser les luttes partielles et à se saisir dans la globalité de l'affrontement comme force révolutionnaire. ■





Manifestation pour le regroupement

## Une lettre de Christian Klar

**J**e voudrais t'écrire aujourd'hui à propos de notre revendication de regroupement.

Tu sais que je veux être transféré à Stammheim et avoir là-bas le droit de promenade et le droit d'être avec les autres camarades, ceux qui y sont déjà et ceux qui doivent y venir. Quelques-uns ont certainement posé aussi leur demande dans ce sens. J'avais déjà remarqué que Martin par exemple est très impressionné par les différentes « architectures » des prisons — il connaît maintenant Frankenthal, Stammheim et Straubing. Et c'est vrai qu'il y a encore des différences dans les brimades et les conditions quotidiennes. Je connais maintenant Hambourg, Frankenthal et Straubing. Cela fait une différence selon que l'on peut ou non sortir en promenade, qu'il y a ou qu'il n'y a pas de vitres teintées à la « fenêtre », que l'on doive ou non se déshabiller complètement à chaque occasion, etc.

Il y a eu d'ailleurs pendant un certain temps une lutte spécialement dirigée contre les quartiers de haute sécurité, ces cercueils d'acier et de béton. Tout cela n'est cependant pas le point central de l'isolement, devenu entre-temps une institution monstrueuse. Le plus important, c'est qu'il n'y a aucun espace d'auto-détermination, aucune vie politique ou sociale, pas un mot qui ne soit entendu, pas un mètre hors de la cellule qui ne soit gardé. Ces dernières années, en fait depuis que des camarades sont confrontés à cela, beaucoup de choses ont été dites et dans les détails, sur les conséquences de l'isolement sur les personnes.

Il y a eu aussi de nombreuses expertises, etc. Je ne veux pas m'étendre maintenant sur ce point.

Tu connais peut-être aussi l'histoire des combats des prisonniers. Les premières années, à l'époque où seuls les prisonniers de la RAF étaient confrontés à ces mesures qui constituaient une attaque directe contre leur identité et leur personne, ils ont tenté — aussi par des grèves — d'obtenir pour eux leur intégration dans le régime normal de la détention. Cela ne fut pas atteint. Là où quelques prisonniers ont fait l'expérience de la « détention normale », il s'est avéré que l'initiative et la décision de comment cela devait se passer, restaient complètement dans les mains du BGH (Cour Fédérale de Justice) et de la direction de la prison, et donc que tout cela n'était qu'arbitraire et apparence.

Au contraire, cela a constitué et constitue encore aujourd'hui plus encore un moyen de différenciation et de division entre les prisonniers. Et le fait nouveau est que certains furent incarcérés avec des prisonniers de groupes fascistes.

Cela, ce sont des expériences concrètes. A cela s'ajoute, le fait que la situation politi-

que a changé — peut-être n'as-tu pas encore bien réfléchi, consciemment à cela.

Il y a de plus en plus de gens qui combattent à partir d'un antagonisme au système, au lieu de combattre pour un peu moins d'oppression, un peu moins de missiles, etc., et cela parce qu'ils veulent quelque chose de tout à fait différent. C'est pourquoi les prisons se remplissent de plus en plus de prisonniers politiques. C'est pourquoi pour de plus en plus d'individus, la prison a la fonction d'une usine à détruire les contradictions de classe. Tu as pu remarquer aussi qu'en prison, la plupart des détenus sont soumis aux mêmes conditions. Peu importe que l'on soit emprisonné parce que l'on participe au combat politico-militaire organisé ici dans l'illégalité, où que l'on soit tiré de son lit ou enlevé dans la rue alors qu'on est un militant légal. Ils ne réagissent pas à la « gravité du délit », mais aux buts politiques poursuivis par chacun. Car, dans ce contexte, dire ce pourquoi nous luttons ici dans les taules en dehors du fait que pour chacun c'est un problème existentiel, acquiert valeur d'orientation. La situation dans les prisons, l'acuité de l'oppression contre chacun, dépendent bien sûr aussi de la force et de la situation de la politique révolutionnaire à l'extérieur.

Cela apparaît de la façon la plus claire avec la « loi sur l'interdiction des contacts » (Kontaktsperregesetz) où les prisonniers sont livrés sans aucun contrôle aux « conceptions » de l'Etat. C'est là encore un problème tout à fait spécifique. Mais ce que je veux dire, c'est que l'idée de revendiquer moins d'isolement, moins de tracasseries, etc., est fautive par rapport à l'ensemble de la confrontation. Par contre, la perspective du regroupement des prisonniers dans des groupes élargis est le pas qui nous permettra de conquérir dans ces bunkers un moment d'autodétermination et de collectivité. C'est le seul point à partir duquel d'autres possibilités puissent se développer. Et c'est aussi le signal politique qui permet d'expliquer correctement à l'extérieur le développement de la confrontation. Il y a toujours, dans un cas ou un autre, beaucoup à dire. Justement à propos des camarades dont la situation est inchangée depuis des années, comme Bernd (Rössner), ou Rolf (Heissler) et Stefan (Wisniewski), qui ne peuvent se voir qu'au travers de la vitre de séparation, ou Günter (Sonnenberg).

Mais tu sais sûrement tout cela. Cependant, il est toujours aussi important de dire que la description de la misère est impuissante si l'on exprime pas précisément et clairement les buts.

Malheureusement, on m'a mis dans l'impossibilité de débattre de ces questions avec d'autres prisonniers.

Malgré tout, je suis sûr que beaucoup d'autres pensent de la même façon. « C'est sûr... »

17 mars 1983,  
Christian Klar

## Déclaration d'Inge Krobs à son procès

Le 10 novembre 1983 a eu lieu à Francfort le procès contre Inge Krobs.

Inge Krobs a été arrêtée en pleine rue le 12 avril dernier, à Francfort, par un commando armé du SEK (1). Elle est accusée de « soutien à une association terroriste ». Il lui est reproché d'avoir procuré à la Fraction Armée Rouge (RAF) des papiers d'assurance de voiture de l'agence où elle travaillait en 1981 et de « soutenir » cette lutte par le simple fait qu'elle communiquait avec les prisonniers de la RAF et avait un permis de visite.

**J**e vais tout d'abord parler de mon arrestation, de la situation politique et du développement que l'on pouvait constater à ce moment-là pour la résistance. Ce qui permet de comprendre le but et la fonction de l'arrestation ainsi que du procès. De même que ce que l'Etat — en l'occurrence ici le Procureur Fédéral (B.A.W) et la justice à la solde de la Sûreté de l'Etat — cherche à éliminer en menant cette offensive : une politique, une pratique autodéterminée qui constitue le noyau et le but dans la lutte pour la libération.

La situation avant mon arrestation était la suivante. Les prisonniers de la RAF et de la résistance avaient posé comme revendication commune leur regroupement avec possibilité d'inter-action entre les prisonniers, partant de la conscience qu'il s'agissait de développer à chaque étape le front anti-impérialiste et de fixer ses buts.

Cette revendication constituait en même temps un pas concret contre l'aggravation des conditions dans les taules que recherche systématiquement l'appareil d'Etat depuis l'arrestation de Heidi, Brigitte et Christian (2).

• Lors de leur arrestation, Heidi et Brigitte eurent les yeux bandés, Christian, un calibre sur le cœur et un autre sur le cou, et tous trois furent bestialement maltraités lors de la torture du fichage.

• La fausse nouvelle, communiquée intentionnellement, que les trois prisonniers auraient été amenés après leur arrestation directement au BKA (3), avait pour but de préparer l'opinion publique à ce qu'à l'avenir les prisonniers soient transportés n'importe où et torturés par des unités spéciales, comme cela fut pratiqué contre les camarades italiens par l'Etat atlantiste italien lors de l'action contre le Général de l'OTAN Dozier. Un pas supplémentaire fut fait dans ce sens lors du transfert de Stammheim à Preungesheim de Gisela en juin dernier, où l'hélicoptère effectua un arrêt au BKA.

• Après les arrestations, des razzias ont eu lieu dans les cellules de tous les prisonniers. Pour Bernd, le gaz fut employé. Pour certains prisonniers, elles furent accompagnées de l'interdiction de tout contact (4).

Et depuis, interdictions et interruptions de visites se sont multipliées et la censure a été considérablement renforcée.

Ce développement de l'appareil fasciste, « l'argentinisation », de la torture et le perfectionnement de l'isolement, marque un tournant dans la stratégie étatique d'élimination des prisonniers.

Cette escalade constitue un moment de leur offensive contre la résistance à l'intérieur et à l'extérieur pour établir la paix des cimetières. Pour restructurer la RFA et l'Europe de l'Ouest comme centre de la stratégie globale US, afin de pouvoir construire maintenant sans courir le risque d'une rupture intérieure, un élément essentiel de la guerre impérialiste.

Mais, ils peuvent craindre cette rupture, si le combat des prisonniers s'unifie avec celui de la résistance contre la stratégie militaire de l'OTAN et est mené de manière consciente et intentionnelle, à l'intérieur comme à l'extérieur, comme un combat commun contre la politique de l'OTAN, constituant ainsi un pas qualitatif dans le développement de la lutte révolutionnaire.

Car c'est cela justement qui peut attaquer et atteindre l'Etat impérialiste. Et rendre la prison inefficace comme instrument d'extermination. En prouvant que l'on peut combattre partout et toujours, que le but est et reste toujours le même : **développer maintenant le front dans le combat contre le système impérialiste.** Face à la force explosive de la revendication des prisonniers de la RAF et de la résistance et face aux initiatives pratiques développées pour soutenir celle-ci, l'appareil d'Etat a réagi par une nouvelle étape dans l'escalade que Lampe a inauguré au niveau de la propagande lors du procès d'Helga. Sous l'accusation de « mise en place d'un système d'information illégal », une énorme opération coordonnée dans toute l'Allemagne et organisée par le BKA, de perquisitions chez les prisonniers, les parents et les camarades a été déclenchée le 8 avril. Au cours de celle-ci, des lettres qui étaient passées par la censure ont été déclarées sans autre forme de procès comme appartenant à ce « système d'infos illégal ». Cette action menée par la Sûreté de l'Etat culmina le 12 avril avec mon arrestation. Cette construction de « système d'infos illégal » est dirigée dans le même temps contre la résistance à l'intérieur et à l'extérieur. Son but est d'étouffer dans l'œuf le processus d'unification de la lutte révolutionnaire.

Ici en prison, cette procédure signifie la systématisation de fait et la centralisation de la censure par le procureur fédéral et la police fédérale.

Ce qui se passe, c'est que la discussion sur le regroupement entre nous, les prisonniers et la résistance à l'extérieur est criminalisée et qu'ainsi nous sommes coupés de toute confrontation politique avec l'extérieur et entre nous. Concrètement, cela se traduit par le fait que nombre de prisonniers ne reçoivent plus de lettres ayant un contenu politique et qu'à Lübeck, par exemple, le LKA (police régionale) contrôle chaque jour directement le courrier. De plus, les

# Déclaration d'Inge Krobs à son procès



## Suite de la page 13

saisies du courrier des avocats se multiplient soit du fait d'une censure renforcée exercée par le juge soit du fait de la prison.

Avec les procédures devant le Conseil de l'Ordre et la nouvelle loi sur les contacts entre les prisonniers et l'extérieur plus maniable, le but est de liquider le dernier contrôle restant et la possibilité d'informer l'opinion, que constituaient les avocats choisis par les prisonniers.

On cherche à faire que l'interdiction pour le prisonnier de tout contact, qui existe aujourd'hui de manière rampante devienne « la normalité », afin qu'ils puissent réaliser de manière extrême et sans problème leur programme d'extermination contre nous. L'invention d'un « système d'infos illégal » constitue, à côté de leur autre construction sur « la RAF légale », un moyen supplémentaire de criminaliser toute résistance significative. Et, en fonction de chaque situation — et cela dépend de la résistance — de déblayer largement le terrain, « d'ouvrir les stades », comme ils l'ont déjà fait à Wuppertal.

Le dilemme central pour cet Etat, c'est qu'il ne peut pratiquement pas contrôler autrement la résistance qui s'est développée dans un centre impérialiste malgré un appareil de contrôle et de surveillance sans pareil. C'est pourquoi les mesures contre les visites et les discussions avec les prisonniers constituent le levier pour éliminer réellement la résistance combattante dans toute son ampleur.

Jusqu'où ils veulent porter leur attaque, cela devient particulièrement manifeste quand on considère les perquisitions et les procédures pénales entamées à Mannheim, Heidelberg, Stuttgart et Karlsruhe et comment l'initiative contre les transports de munitions est déclarée en un tour de main et par décision de la Cour Fédérale de Justice, initiative de « soutien à la RAF », parce que la RAF ne s'en est pas distancée.

A quoi tout cela doit aboutir : à ce que toute résistance autodéterminée contre le projet stratégique de la politique de guerre de l'OTAN et contre les structures de l'Etat soit réduite à une annexe de la RAF et poursuivie pour « soutien » — parce que et si une discussion existe à ce sujet avec les prisonniers.

Avec mon arrestation et ce que déclare le Procureur Fédéral dans le mandat d'arrêt et dans l'acte d'accusation, à savoir que les visites aux prisonniers étayeraient l'accusation de « soutien » ou « prouveraient une liaison avec la RAF », ils ont montré ce à quoi ils tendent. C'était, peut-on dire, le prélude : tous ceux qui visitent des prisonniers, leur écrivent, combattent avec eux sont — tout au moins potentiellement — soutien à la RAF et peuvent être emprisonnés, si cela rentre dans leur projet et peut être réalisé.

En même temps, mon arrestation visait la mobilisation pour le procès d'Helga, cause que je considérais aussi comme mienne. Lors du procès contre Carlos et Jürgen, le Procureur Fédéral n'était pas parvenu à imposer son invention de « RAF légale ». Dans le procès contre Helga, ce projet a définitivement échoué politiquement. Car cela fut compris comme la pointe de l'offensive de la Sûreté de l'Etat contre la résistance et ce sont justement les contenus politiques qui devaient être étouffés qui se sont retrouvés au centre de toutes les discussions. Par mon arrestation, les porcs tentèrent alors de compenser la défaite politique que signifiait pour eux la mobilisation lors de ce procès.

Dans toute l'offensive de l'Etat, il y a longtemps qu'il ne s'agit plus d'effrayer. Car la conscience que nous avons conquise dans ce processus de combat, ils ne peuvent plus la refouler, parce que c'est de cela tout simplement que nous partons. Ce qui se passe et ce dont il s'agit, c'est tout à fait concrètement et matériellement la tentative d'éliminer la résistance combattante, les ca-

marades qui comprennent leur pratique dans le contexte politique de la stratégie de la guérilla et des prisonniers et qui commencent à déterminer eux-mêmes, à partir de leur situation concrète le combat et s'organisent. En les faisant disparaître pendant des années en taule, dans l'isolement. Et d'affaiblir par cela le combat révolutionnaire dans son ensemble.

Mais, même s'ils emprisonnent quelques-uns d'entre nous, il n'y a plus pour l'ennemi de certitude qu'il puisse atteindre son but : que le combat serait terminé. Car les expériences que nous avons faites dehors sont le point de départ pour mener ici aussi dans des conditions différentes le combat commun pour la libération.

Je pense que pour comprendre l'offensive contre-révolutionnaire contre les prisonniers et la résistance comme réaction, il est important de voir le développement à partir de la résistance. Grâce à cela, on peut voir clairement en quoi la répression de l'Etat peut être une condition du combat, qui se transforme constamment dans la dialectique de l'attaque, des effets et de la réaction.

C'est ainsi seulement que peuvent être tirées les conséquences pour sa propre pratique avec pour objectif de devenir capable d'intervenir au niveau de la confrontation réelle.

Mon arrestation s'est déroulée de manière intentionnelle contre un nouveau pas dans le développement de la résistance : les prisonniers de la RAF et de la résistance avaient décidé d'exiger leur regroupement. Pour nous cela montrait la perspective de ce qu'il fallait et faut faire dehors : l'unité dans et pour le processus révolutionnaire — comme force pour nous et comme moyen dans le combat contre l'ennemi.

Cela a aussi attiré et mobilisé nombre d'entre nous dehors. Parce que cela devenait quelque chose de concret : combattre ensemble. A cette occasion, les expériences lors de la grève de la faim de 1981 et comment les choses peuvent se passer, le combat avec les prisonniers, tout cela redevint à nouveau proche et vivant : la force et les effets que peuvent développer les combats, menés en différents points du front et qui se transforment en une attaque.

Lors de la grève de 1981, nous avons fait l'expérience que la possibilité d'imposer ensemble — prisonniers et résistance — une revendication, dépendait de manière décisive du rapport de forces que nous établissons à l'extérieur. Et pratiquement, la situation après les arrestations de novembre était telle que l'escalade dans les prisons rendait notre intervention nécessaire pour organiser aussi très concrètement le travail d'information de l'opinion publique indispensable à la protection des prisonniers.

Il était ainsi évident que nous ne pouvions ni ne voulions attendre que les prisonniers prennent l'initiative pour imposer leur revendication et qu'il nous appartient tout autant d'être moteur dans le combat commun.

Et c'est aussi le rapport que nous avons avec les camarades prisonniers : il s'agit toujours de conquérir avec ceux qui sont faits prisonniers au cours du combat anti-impérialiste, des conditions de lutte, un morceau d'autodétermination dans les trous où règnent l'isolement.

A partir de cela et des nécessités de la situation, nous avons tout simplement commencé et nous avons fait de la mobilisation pour le regroupement un front d'attaque à l'intérieur et à l'extérieur contre l'offensive menée par la Sûreté de l'Etat.

L'important dans tout cela, c'était justement de commencer soi-même, de choisir des initiatives concrètes allant dans ce sens, de les prendre en main ; et la conception, c'était d'entamer avec les prisonniers une nouvelle étape dans le combat pour développer le front anti-impérialiste.

Pour nous c'était un nouveau pas fondamental, où nous mettions en pratique l'idée « faire du combat avec les prisonniers un élément central de sa propre pratique ».

Dans tout cela s'est exprimée une relation différente — autodéterminée et consciente

de soi — aux camarades prisonniers et au combat en général.

Mais nos initiatives pour le regroupement n'étaient pas les seules faites dans le développement réfléchi de la résistance : elles faisaient partie du processus au cours duquel les combats spontanés menés ensemble se transformaient en une attaque consciente. C'est contre les expériences que nous avons faites de notre propre force, dans le combat et contre l'ampleur que prirent et prennent les initiatives politiques et les actions militantes dans le contexte de la stratégie de la guérilla qu'est dirigée la propagande construite par la Sûreté de l'Etat autour des arrestations, les mensonges « sur la fin de la RAF... les combattants brisés et désespérés ».

Cette campagne est dirigée de manière réactive et préventive contre la force explosive de la stratégie qu'a le combat ici dans les métropoles — et qu'il ne pourra acquérir que si le combat pour l'unité et les buts du front anti-impérialiste devient une perspective partagée par de plus en plus de camarades.

La guerre psychologique a pour objectif de provoquer désespoir et paralysie, et suggérer que l'organisation hors de leur appareil de surveillance et de contrôle est impossible.

Cependant, cela ne pouvait plus prendre. Avec les arrestations, de nombreux camarades ont senti que tout coup porté à la RAF était un coup contre nous et ils ont commencé à réfléchir plus exactement et déterminer en quoi nous sommes concernés dans le combat commun. Il y a eu des discussions pour savoir comment notre résistance pouvait acquérir la force et le degré d'organisation qui lui permettent d'attaquer et d'atteindre l'Etat impérialiste qu'est la RFA et sa signification centrale pour la politique yankee — et comment nous pourrions nous développer en contre-pouvoir, en rapport avec la stratégie révolutionnaire.

L'inefficacité de la campagne de propagande s'est exprimée aussi subjectivement dans le besoin largement partagé d'écrire aux trois camarades, de discuter avec eux, de leur rendre visite — parce qu'ils représentent tout simplement la continuité de la politique de la RAF et un nouveau moment dans le développement de la politique révolutionnaire.

Dans ce processus, nos initiatives pour le regroupement constituaient une avancée pratique, pour faire connaître largement la situation des prisonniers et leur revendication d'une part, et d'autre-part en partant de ce que le combat pour le regroupement fait partie de la mobilisation contre la politique de guerre de l'OTAN à l'intérieur et à l'extérieur, constituer les conditions pratiques pour imposer leur revendication par le combat commun avec les prisonniers, et renforcer en ceci la résistance dans son ensemble, développer de nouveaux rapports et approfondir ceux qui existent déjà. Ce qui est essentiel dans tout cela, c'est que cette initiative fut le résultat et la conséquence de nos expériences lors des luttes des dernières années.

Et c'est aussi la possibilité pour chacun, en partant des forces et des faiblesses constatées de la Résistance de continuer à développer le combat, pour lui donner la force et la précision d'une attaque permettant de briser l'offensive contre-révolutionnaire.

Preungesheim,  
le 10 novembre 1983  
Inge Krobs

(1) SEK : unité spéciale de commando qui, comme son nom l'indique, intervient en force et avec des moyens très spéciaux.

(2) Adelheid Schulz, Brigitte Mohnhaupt et Christian Klar, membres de la RAF, arrêtés en novembre 1982. Ils passent en procès actuellement et sont inculpés pour pratiquement toutes les actions de la RAF depuis l'enlèvement de Schleyer.

(3) BKA, Office Fédéral de la police allemande, un « 36 » (Quai des Orfèvres) à la puissance X, avec entre autres moyens les célèbres ordinateurs de Wiesbaden.

(4) Loi sur l'interdiction des contacts : permet à l'Etat d'interdire ou de limiter les visites, le courrier et même les visites des avocats en cas de « nécessité ». Cela signifie que les prisonniers sont livrés aux flics et à l'Etat et au secret total.

## A lire...

Il existe un certain nombre de textes et de publications qui devraient intéresser les lecteurs de *L'Internationale*. Ils sont disponibles à la librairie : **Le Jargon Libre**, 6 rue de la Reine Blanche, 75013 PARIS.

### Des revues anciennes ou nouvelles, françaises ou étrangères :

*Clash*  
*Correspondances Internationales*  
*Rebelles* (journal des prisons)  
*Controinformazione*  
*Il Bollettino*  
*Resistance* (Canada), etc.  
*Subversion* n° 1

### Des Textes des Brigades Rouges :

- *L'abeille et le communiste*, septembre 1980, Collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges (diffusé par *Documentation Communiste*).
- *Crise, guerre et internationalisme prolétarien*, décembre 81 (traduit par le Collectif d'information prolétarienne, publié par *Subversion*).
- *Débats dans la guérilla*, recueil des principaux textes de la guérilla italienne, publié en 1983.

### Des textes de la RAF

- *Guérilla, résistance et front anti-impérialiste*, dernier texte paru de la R.A.F., en mai 1982.
- *Textes et communiqués disponibles sous forme de brochures* : Conception de la guérilla urbaine, Septembre Noir, communiqué Andreas Baader, etc.
- Brochures régulières des « Comités de parents et d'amis des prisonniers »
- En allemand, *Lettres des prisonniers de la R.A.F.* (fin 1983).
- Lire aussi chez Maspéro, derniers textes de la R.A.F.

### Les revues de Documentation Communiste

- *Pour un projet communiste*, texte d'Action Directe.
- *Sur l'impérialisme américain*, idem.
- *Les Vingt thèses finales, Brigades Rouges*.

# Antilles

## Contre l'impérialisme français

### Communiqué de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe

**L**es organisations clandestines de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane ont relancé, à la fin de l'année 1983, une campagne de bombes contre le pouvoir colonial de l'impérialisme français :

● Série d'explosions en Guadeloupe : le 14 novembre à Pointe-à-Pitre contre la radio R.C.I., à Baillif et à la Préfecture de Basse-terre.

● Fin décembre 1983, l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe revendique une nouvelle série d'attentats en Martinique dont un à la Préfecture de Fort-de-France.

Dans le même temps, la radio indépendantiste « Radio-Unité » est interdite, encerclée et prise d'assaut par des centaines de gardes mobiles et de CRS. Trois des animateurs sont arrêtés. Une vague d'arrestations conduit à l'emprisonnement et même à la torture de plusieurs militants indépendantistes guadeloupéens. Des groupes fascistes de coloniaux se créent en Guadeloupe, dressent des listes de militants à abattre, profèrent et mettent à exécution des menaces contre ces militants indépendantistes. En Martinique, le Secrétaire Général de la Confédération Syndicale des Travailleurs Martiniquais a été maintenu deux mois en prison pour s'être défendu contre un nervis du patronat colonial qui tentait de le descendre.

Les grèves et les manifestations massives de soutien, spécialement en Guadeloupe se multiplient.

A l'instar de Reagan, la bourgeoisie française est prête à tout pour défendre ses intérêts impérialistes dans cette zone stratégique des Caraïbes.

La dernière mise en scène politique de l'impérialisme français pour tenter de duper les masses guadeloupéennes et illusionner le prolétariat métropolitain s'appelle le LPG, Parti de la Guadeloupe.

Sa vedette est Lucette Michaux Chevry, issue du PS et maintenant au RPR, d'un anti-communisme confirmé et ayant trempé activement dans la récente invasion US de la Grenade, soutenue par Mitterrand et Reagan. Sans doute espère-t-on ainsi faire passer en douceur le pouvoir colonial français aux mains d'une bourgeoisie locale, fantôme et féroce garante de l'impérialisme français dans ces colonies, vestiges d'une des périodes les plus sombres de son histoire, comme cela fut le cas à Haïti.

Mais tout cela n'empêchera pas la lutte des classes de se développer, ainsi que l'aspiration des masses antillaises à mettre à bas l'exploitation bourgeoise.

Nous publions dans cette page le communiqué du 24 décembre 1983 de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe. Cette organisation clandestine qui affirmait dans son dernier communiqué, fin janvier 1984 : « ... la domination coloniale (économique, culturelle et politique) est une violence permanente à laquelle il faut opposer la violence révolutionnaire jusqu'à l'indépendance de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane. »

**L**e samedi 24 décembre 1983, en divers points du Territoire national martiniquais, l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe (A.R.C.) a de nouveau frappé l'occupant français.

Cette offensive s'inscrit dans la lutte que mène l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe pour la libération de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.

A l'heure où la justice coloniale française s'en prend à d'authentiques patriotes guadeloupéens, ces actions montrent que ni les lois coloniales, ni l'appareil policier des impérialistes ne pourront entraver la détermination des militants de l'A.R.C.

Les peuples guadeloupéen, martiniquais et guyanais doivent savoir que les autorités préfectorales de Guadeloupe ont été averties par un appel téléphonique, 50 minutes avant l'explosion, qu'un engin était déposé dans la cour de la Préfecture.

Cyniquement, dans le but de tirer profit de l'émotion populaire, l'Administration coloniale a pris la grave décision de ne pas faire évacuer les locaux.

L'Alliance Révolutionnaire Caraïbe précise que ses actions visent les institutions du colonialisme et les intérêts économiques des exploités de nos peuples.

L'Alliance Révolutionnaire Caraïbe avertit les policiers, les espions, les juges, les politiciens à la solde de l'impérialisme français : la lutte ira en s'amplifiant jusqu'à l'anéantissement du régime colonial, jusqu'à la victoire.

Sœur et frère guadeloupéen, martiniquais, guyanais, notre combat est le tien. Soutiens-le.

Pas de trêve dans la lutte contre l'impérialisme français, pas de trêve dans la lutte pour la libération nationale dans nos trois pays.

Nous vaincrons.

24 décembre 1983,  
Alliance Révolutionnaire Caraïbe

## Philippines

### Le combat de la New People's Army

« Auparavant on ne trouvait la NPA que dans peu d'endroits. Maintenant, elle couvre tout le pays, comme une éruption de rougeole »

« International Herald Tribune » (1981)

**E**n décrétant la loi martiale en 1972, Marcos met un atout de plus dans le jeu de l'impérialisme américain. En effet, l'année suivante, les USA organisent les accords de Paris, où, à la suite de leurs échecs répétés face aux communistes vietnamiens, ils prévoient un désengagement graduel de leur présence militaire au Vietnam. Il s'agit donc pour les Américains d'assurer leurs arrières dans la région. Pour cela, il faut par tous les moyens écraser, au moyen des régimes fantômes qu'ils contrôlent, toute nouvelle « éruption » communiste en Asie. C'est ainsi que la même année — comme par hasard — la loi martiale est décrétée aussi en Corée du Sud.

Après avoir instauré une dictature intégrale, le principal souci politique de la clique Marcos est d'écraser toute résistance à son régime, et notamment la NPA qui commence à connaître d'importants succès dans les campagnes. Dans ce but, le pouvoir n'hésite pas à créer un climat de terreur dans la capitale. Il fait poser par ses nervis des bombes dans les endroits publics et en rejette ensuite la responsabilité sur la New People's Army (NPA) — ce qui lui est facile, vu que la plupart des journaux sont entre les mains de la famille Marcos, et que les autres sont baillonnés. La NPA étant le bouc émissaire traditionnellement désigné, certains patrons, encore aujourd'hui, n'hé-

sitent pas à mettre le feu à leur propre entreprise pour toucher l'assurance. Mais le peuple n'est pas dupe et la meilleure preuve en est que depuis sa fondation, l'audience et la popularité de la NPA se sont constamment accrues.

Dès ses débuts, la NPA s'est efforcée de convaincre les paysans de la nécessité de construire la « réforme agraire révolutionnaire », en opposition à la pseudo-réforme agraire instaurée par le gouvernement. Cette dernière n'a jamais eu d'autre but que d'assurer à la dictature le soutien des gros propriétaires fonciers — seuls bénéficiaires de cette « réforme » — tout en contrôlant mieux les paysans pauvres en les transformant en ouvriers agricoles.

Pour parvenir à l'établissement de la « réforme agraire révolutionnaire », la NPA constitue, dans les villages où elle a une audience suffisante, des délégations de paysans pauvres qui, dans un premier temps, vont exiger du propriétaire foncier une diminution du prix de location des terres. S'il refuse, les paysans ne payent plus que ce qu'ils considèrent comme « raisonnable ». La plupart du temps, le propriétaire envoie ses bandes armées récupérer par la force la totalité du loyer. C'est alors que la NPA intervient. D'abord par un avertissement, ensuite par une action armée où elle confisque la totalité des terres du propriétaire pour les redistribuer aux paysans. Dans un deuxième temps, la NPA organise les paysans en coopérative agricole. Des caisses de solidarité sont créées, la « sécurité sociale » étant inexistante aux Philippines. Bien entendu, les militants de la NPA participent à l'égalité aux travaux des champs, refusant d'être à la charge de la population des villages libérés.

Face à cela, la dictature n'a, une fois de plus, d'autre réponse que la force brutale. Des « campagnes d'anéantissement » sont lancées contre les villages rebelles. Dans certains cas, on n'hésite pas à bombarder les villages « contaminés ». Ainsi, en 1977, soixante-quinze villages furent détruits par l'armée, 80 familles furent déplacées de force, des centaines de paysans furent arrêtés, torturés et emprisonnés et des récoltes furent entièrement saccagées.

Pourtant, bien que cette répression n'ait fait que s'intensifier jusqu'à aujourd'hui, la NPA voit ses rangs grossir quotidiennement et elle s'attire de plus en plus de sympathie dans toutes les couches opprimées du peuple philippin. Depuis quelques années, l'armée populaire est en mesure d'affronter les troupes gouvernementales en menant une véritable guérilla, infligeant à celles-ci des revers de plus en plus cuisants. Il existe actuellement, surtout sur les rizières du Nord, des régions entières où l'armée de Marcos n'ose plus s'aventurer.

L'avenir? Amado Guerrero, dirigeant de la NPA, le voit ainsi : « Notre guerre populaire se développera irrésistiblement. Un jour viendra peut-être où les réactionnaires de chez nous ne seront plus capables de nous combattre et où les troupes américaines devront intervenir. L'aide militaire américaine en augmentation constante et la possibilité d'une intervention directe de l'impérialisme sont deux facteurs qui peuvent prolonger de beaucoup notre guerre populaire. Pour nous préparer dès maintenant à l'éventualité d'une agression américaine, il nous faut dénoncer toutes les formes d'intervention étrangère dans notre pays. »



**La « troisième voie »,  
une même logique belliqueuse**

# Encore et toujours la guerre

**Q**uand les socialistes firent leur entrée en force en 1981, ils ajoutèrent au programme de réformes traditionnel de la social-démocratie, agrémenté de quelques gadgets modernistes (associativité, écologie), une politique de « moralisation » des rapports internationaux. Giscard s'était cassé les dents sur les diamants, l'aventure africaine passait mal. Les socialistes reprennent alors la vieille idée de *troisième voie en matière internationale*, soit :

- à la problématique Est-Ouest, substituer la problématique Nord-Sud;
- à la guerre, substituer le dialogue et les tables rondes internationales;
- combattre les dictatures par la démocratisation des régimes du tiers monde;

- mettre en avant l'aide au développement. Un temps, il fut même à la mode d'arborer des badges sandinistes à l'Élysée, tandis que l'appel de Cancun donnait un air de jeunesse à la vieille rhétorique politicienne des socialistes.

Deux ans plus tard, que reste-t-il de ce bric-à-brac tiers-mondiste, alors qu'une insistante odeur de mort continue d'envahir la scène internationale? Pourtant, derrière le fatras démagogique de Cancun, il y a une volonté politique qui trouve son aboutissement logique et concret aujourd'hui. Pour une fraction de la bourgeoisie, il s'agit d'enrayer le déclin continu du rôle de la France sur la scène mondiale, rôle disproportionné par rapport à la capacité réelle du pays. Pour cela, il faut restaurer le consensus de la classe qui s'était désagrégé sous la gestion de la droite néopétainiste giscardienne. En deux ans, les socialistes ont réussi un tour de prestidigitacion remarquable : la colombe socialiste généreuse rentrée dans le chapeau élyséen s'est changée en faucon belliqueux. Celui qui faisait mourir de trouille « la droite la plus bête du monde » entouré de ses conseillers ex-guérilleros se retrouve aujourd'hui aux côtés de Bigeard dans un parking à cercueils... La fête de mai s'éteint dans une orgie macabre où reprennent corps les fantômes assoupis de la vieille droite dont la gauche a rafraîchi les lindeux, nationalisme, militarisme, autoritarisme...

Politique réaliste face à « l'épreuve du pouvoir »? Le gouvernement confirme en actes et en déclarations la politique militaire des gouvernements précédents, tout en maintenant une certaine confusion du discours, aidé en cela par la participation critique du PCF. C'est la continuité par rapport à l'objectif central : préserver les intérêts de l'impérialisme français et freiner le déclin du rôle politique de l'Etat français sur la scène internationale. Sur les questions d'axes Nord-Sud, Est-Ouest, d'alliance et d'engagement militaires, de prises de position internationales, la politique française est la mise en place du triangle de fer Reagan - Thatcher - Mitterrand :

- interventionnisme massif en Afrique et au Moyen-Orient;

- « pour éviter d'alimenter les lieux où se déroulent des combats » (Mitterrand à la télé en novembre dernier), pas de soutien au Nicaragua, à l'Angola ou au Mozambique, mais aide militaire massive à l'Irak et au Maroc;

- intégration renforcée dans le dispositif de l'OTAN, y compris la coopération nucléaire et spatiale avec pour corollaire l'alignement sur la position de Reagan sur la question des euromissiles.

Face à la crise mondiale, cette politique appuie la restructuration impérialiste en France. « *Indépendance nationale* », « *rôle de la France dans le monde* », « *santé de l'économie* », voilà les grands axes qui doivent rassembler le corps social face à la crise. L'heure est au néobanapartisme et, s'il le faut, au prix d'une politique musclée. Tandis que des secteurs de l'industrie disparaissent, de la Lorraine à Talbot, et que les dépenses publiques sont sabrées, de nouveaux systèmes d'armement sont mis en chantier et l'argent du contribuable y afflue. Dans le cadre de l'aide aux pays en voie de développement, un slogan, une formule, « *vendre plus, vendre mieux* »... nos armements! Pour un pays comme la France, premier exportateur d'armement, si on rapporte les ventes à la population, les principaux clients sont les pays en voie de développement. Les arguments de la rationalité capitaliste sont ceux de la

social-démocratie : défendre « nos » intérêts dehors. Et les valets du capital de montrer que développer les industries d'armements, c'est aussi garantir l'emploi de plus d'un million de salariés hautement qualifiés et d'au moins 8 % de la recherche nationale. L'industrie de l'armement, c'est aussi l'essentiel de l'activité moderne de régions sous-industrialisées comme la Bretagne. Sur le plan du commerce extérieur, les ventes d'armes constituent un apport essentiel de devises. Enfin, si Thomson, Dassault, Matra et consorts n'exportaient pas les 60 % de leur production, comment pourraient-ils réinvestir dans la production d'armes toujours plus sophistiquées et plus ruineuses? Et la boucle est bouclée... Dans un gouvernement épris de paix, les prestations de monsieur Hernu apportant des contrats juteux sont applaudies.

La paupérisation et la surexploitation constante combinées avec l'industrialisation et la militarisation à crédit et une prolétarianisation intense créent en Afrique, en Asie, en Amérique latine, une situation explosive. L'« *Atlantisme* » a rendu possible aujourd'hui une concentration sans précédent de puissance militaire contre la révolution internationale. Il a été la condition de survie du capitalisme européen et aussi de la reconstruction de l'impérialisme européen avec ses centres d'intérêts

spécifiques en Afrique, au Moyen-Orient. La restructuration impérialiste aujourd'hui nécessite le développement des forces armées, une politique internationale offensive et guerrière, le développement des industries d'armement sous l'angle aussi d'industrie de pointe compétitive, la militarisation du corps social qui doit soutenir l'effort de la guerre. Ce que la petite-bourgeoisie à tradition de gauche n'a pas vu dans ses espers déçus de troisième voie, c'est que l'attachement à la bombe et à l'OTAN a toujours été une condition fondamentale à l'accession au pouvoir d'un parti dans une démocratie parlementaire européenne et que les enjeux se sont durcis dans le contexte international. La gauche est certes bien outillée pour faire passer une politique belliciste et une politique d'austérité, en les travestissant pour gagner du temps et éviter un affrontement de classes. Pour cette politique, la passe est cependant étroite et la gauche au pouvoir sait qu'à terme, elle creuse sa propre tombe, condamnée à offrir l'édifice social restauré à une droite qui recompose ses alliances avec les « *déçus du socialisme* ». De là, le frisson sur le danger fasciste qui parcourt la petite bourgeoisie effrayée par la montée des forces qu'elle-même produit.

Après les guerres qui, en Europe, ont saigné à blanc le prolétariat, après les échecs successifs des démocraties occidentales dans leur tentative de sauver leurs colonies par la guerre, l'idéologie belliciste était au creux de la vague, juste bonne pour quelques nostalgiques. En témoignent l'ampleur des mouvements pacifistes et les revendications formulées par les comités de soldats. Dans le clivage archaïque, porteur d'illusions terribles, de la vie politique française, la gauche a des atouts. Comme elle est à même d'encadrer la restructuration impérialiste pour le futur « bien-être » des prolétaires. Elle utilise aussi son intelligentsia à œuvrer pour la paix en faisant la guerre. Intelligentsia dont la dépendance et la servilité à l'égard du pouvoir est proportionnelle à sa vision gallico-centriste de la planète et à son indigence intellectuelle. Journalistes, philosophes, gens du spectacle font le chœur sur la grande scène publique. Abjection au lendemain des bombardements de Baalbek : les bombardés, ces terroristes de l'ombre totalitaire, qui n'autorisaient pas nos journalistes, fleurons des libertés, à constater de visu les dégâts commis par nos Etendards. Pour l'ordre impérialiste, les ennemis sont partout : l'omniprésente menace soviétique; les *fanatiques* du Moyen-Orient, *réservoir de kamikases*; les pacifistes de l'Ouest, agents de Moscou et donc *réservoir de terroristes*; les « *affamés du soleil* » un peu partout, qui, par leurs révoltes désespérées, menacent l'économie de leurs pays, eux aussi *réservoir de terroristes*; prolétaires éjectés des circuits de production et de consommation *réservoir potentiel aussi de terroristes*.

Pour le capital, l'heure est à l'effort de guerre et à la militarisation du corps social, condition et conséquence à la fois. L'ordre et la sécurité impérialiste des Etats sont en jeu.

